

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14171 6 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 AOUT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Brusque aggravation de la tension dans le Golfe

Bagdad décide de regrouper dans des zones stratégiques les « ressortissants des nations agressives »

« Casus belli » ?

UN peu plus de deux semaines après l'invasion du Koweït par l'armée de M. Saddam Hussein, la crise du Golfe s'est brutalement aggravée. En l'espace d'une nuit, celle du vendredi 17 au samedi 18 août, des dizaines de milliers de ressortissants étrangers présents en Irak et au Koweït sont devenus les otages du régime de Bagdad, au mépris des plus élémentaires règles de droit international.

Dans un discours prononcé au nom des « lois divines et laïques », et qui restera dans les annales comme un modèle de cynisme et de mauvaise foi, le président du Parlement de Bagdad annonce tout bonnement que le « peuple pacifique » d'Irak a décidé de retenir chez lui les « ressortissants des nations agressives ». Ces « invités » seront « hébergés » dans les installations stratégiques de l'Irak et du Koweït, notamment les bases aériennes et les raffineries. Ils y resteront aussi longtemps que l'Irak n'aura pas de « preuves pacifiques » des intentions pacifiques du monde à son égard.

ON railerait le sens très particulier que les dirigeants de Bagdad ont désormais de l'hospitalité arabe, si tant de vies n'étaient - hélas - en jeu. Car les intentions de M. Saddam Hussein sont évidentes. Il s'agit bien, pour le dictateur de Bagdad, de transformer ces civils étrangers en « boucliers humains » qui seraient à leur corps défendant en première ligne en cas d'attaque américaine contre les objectifs militaires et économiques de l'Irak.

Ce qui est moins clair, ce sont l'ampleur et les modalités de ce rapt massif. Quelles sont les nations « agressives » visées par Bagdad ? La prise d'otages se limite-t-elle aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, comme semblait l'indiquer l'ordre de regroupement adressé la veille aux seuls citoyens américains et britanniques ? Ou bien pourrait-elle être étendue à des nationaux d'autres pays ? A partir de quand l'Irak s'estimera-t-il assez rassuré sur l'absence d'intention agressive à son égard pour mettre un terme à son odieux chantage ? Quelles sont ces « preuves pacifiques » qu'il réclame ?

UNE chose est sûre en tout cas : ce nouveau coup de force irakien complique et intensifie une crise du Golfe toujours plus dangereuse. Chaque jour plus isolé et prisonnier de sa propre « stratégie de la tension », le maître de Bagdad choisit une fois de plus la fuite en avant. Résolu plus que jamais à conserver le contrôle du Koweït, il pratique la vengeance préventive et lance un défi majeur à l'Amérique en sachant parfaitement qu'elle ne peut pas ne pas réagir.

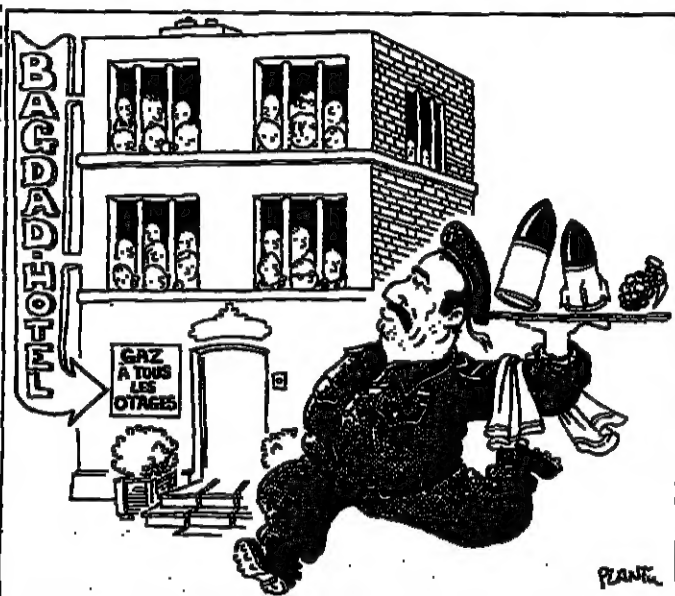
Comment ripostera le président Bush, qui devait prononcer samedi un discours très attendu ? A la différence de Londres, qui, dès vendredi, qualifiait M. Saddam Hussein de « hors-la-loi », Washington s'était efforcé de ne rien dramatiser. Pour M. Bush, il est vital de ne pas se laisser happer par une nouvelle crise des otages semblable à celle qui, en Iran, traumatisa l'Amérique il y a dix ans. Mais peut-il encore temporiser ?

La décision du président Saddam Hussein, rendue publique samedi 18 août à l'aube, de retenir tous les ressortissants des « nations agressives » en détention dans des installations stratégiques civiles et militaires en Irak et au Koweït « tant que subsisterait une menace de guerre » a provoqué une vive émotion à Washington, où l'on parle ouvertement d'une véritable prise d'otages. Le président Bush,

selon des sources occidentales bien informées, pourrait même être à la veille d'ordonner une intervention militaire massive contre l'Irak.

Le ministère français des affaires étrangères a convoqué samedi matin l'ambassadeur d'Irak à Paris pour lui faire part d'une « protestation indignée » devant ce « mépris délibéré des considérations humanitaires les plus élémentaires ». On se

refusait à dire, samedi matin du côté français, si la France s'associerait ou non à une éventuelle opération américaine - et sans doute aussi britannique, - mais on faisait remarquer que le sort des ressortissants français retenus n'est guère plus enviable que celui des ressortissants américains et britanniques, même si le régime de Bagdad affecte d'établir une différence.



En l'espace d'une nuit, des dizaines de milliers de ressortissants occidentaux, dont les mouvements étaient jusqu'à présent limités en Irak, sont devenus des otages du gouvernement de Bagdad, qui a annoncé samedi 18 août à l'aube qu'ils seraient rassemblés dans des installations militaires et civiles stratégiques sur l'ensemble du territoire irakien et koweïtien.

« Motivé par la foi en sa mission sacrée, le peuple irakien a décidé d'être l'hôte des ressortissants de ces nations agressives tant que l'Irak serait sous la menace d'une guerre agressive », a dit le président du Parlement irakien Saadi Mahdi Saleh dans une déclaration reprise par l'agence irakienne INA.

« L'Assemblée nationale est en contact avec un certain nombre de ministères et d'institutions de l'Etat qui disposent des moyens

d'hébergement nécessaires dans l'ensemble du pays, de Zakho à Al Nida (Al Ahmadi), dont le ministère du pétrole, le ministère de l'industrie militaire, les forces armées, les bases aériennes (...) ainsi que le complexe de purification (de l'eau de mer) au Koweït et d'autres endroits », a poursuivi M. Mahdi Saleh. La ville de Zakho est proche de la frontière nord de l'Irak. Al Ahmadi est au Koweït, à environ 50 kilomètres au nord de la frontière saoudienne. C'est là que se trouvent les gisements pétroliers les plus riches de l'émirat.

« Ces mesures resteront en vigueur jusqu'à ce que le peuple irakien ait des garanties tangibles et suffisantes que le danger d'une agression tyrannique est passé, a-t-il ajouté. Le peuple pacifique de l'Irak s'est rendu compte que seules ces mesures tiendraient à distance la menace de guerre et d'agression

et serviraient la cause de la paix. »

« Certains gouvernements occidentaux, surtout l'administration américaine, qui ne se sont pas ménagés pour prendre des positions hostiles et injustes vis-à-vis de l'Irak, ont soulevé la question des mesures préventives prises pour garder les ressortissants de ces pays en Irak et ont lancé une campagne mensongère », a déclaré M. Mahdi Saleh, qui a ajouté que ces gouvernements se préparaient à attaquer l'Irak et s'efforçaient d'affamer le peuple irakien avec une brutalité sans précédent.

Anticipant le tollé que soulèvera sa déclaration dans la communauté internationale, M. Mahdi Saleh a indiqué que l'Irak avait la mission sacrée de protéger son peuple contre toute attaque.

Lire la suite page 3

Lire également

- L'inquiétude de la population des Emirats
- L'attitude de l'Egypte
- La position intenable des Arabes américains
- M. Rocard crée un groupe d'experts
- 560 Français bloqués en Irak et au Koweït
- Bagdad et Téhéran ont commencé l'échange des prisonniers pages 3 à 5 et page 14
- « Un nouveau chapitre d'histoire » par Pierre Dabiez
- « Un énorme fantasme » par Daniel Sibony page 2

Surenchère aux armes chimiques

Depuis le début de la crise du Golfe, l'arme chimique détenue par l'Irak, qui l'a déjà utilisée contre l'Iran, préoccupe tous les stratèges. La menace est soigneusement entretenue par le président Saddam Hussein : « Nos savants et militaires ont calculé qu'elle était suffisante pour dissuader toute attaque nucléaire israélienne », déclarait-il récemment (le Monde du 10 août). L'utilisation de cette arme serait « considérée très sérieusement » par les Etats-Unis, rétorque la Maison Blanche. Les Etats-Unis pourraient d'ailleurs riposter « en employant les mêmes moyens », a déclaré, jeudi 16 août, M. Stephen Ledogar, chef de la délégation américaine à la conférence de l'ONU sur le

désarmement à Genève. Les responsables militaires israéliens ont confirmé leur intention de distribuer à l'ensemble de la population l'équipement nécessaire contre une attaque chimique, tandis que la presse de ce pays consacre de longs articles sur les mesures à prendre dans cette éventualité.

Le parallèle avec le nucléaire évoqué par le président irakien n'est pas innocent. Les gaz de la première guerre mondiale rejoignent, dans le subconscient populaire, les victimes d'Hiroshima. La chimie (et, plus récemment, la génétique et la bactériologie) figure, comme l'atome, au rang des épouvantails de l'ère technologique. Et, si la première bombe atomique fut

beaucoup plus meurtrière que le chlore et l'ypérite des Allemands, les 3 000 morts de la catastrophe de Bhopal en Inde n'ont fait que confirmer cette crainte.

Pour les experts en toxicologie, l'arme chimique devient, depuis quelques années, le « nucléaire du pauvre ». Facile à fabriquer et à bien meilleur marché que la bombe H, mais redoutables dans ses effets, les gaz de combat présentent un aspect dissuasif certain. Surtout quand on dispose de missiles à longue portée pour expédier les têtes chimiques sur l'ennemi. Comme l'Irak et quelques autres pays en voie de développement.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 5

Le terrorisme basque

Nouvelle offensive de l'ETA militaire page 6

Opérations immobilières à Paris

La guérilla des squats et des expulsions dans le vignoble page 7

Le Festival de Saint-Céré

Pas de stars mais de la belle ouvrage page 8

Le sommaire complet se trouve page 14

AU
SOMMAIRE
DE JUILLET-AOÛT

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Dossier : la bicyclette à travers les timbres et les cartes postales.
- Thématique : crapaude et grenouilles
- Les villes d'Espagne à travers les timbres.
- Reportage : le bureau de poste le plus septentrional.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le chaud et soif des campagnes

Les situations régionales sont certes contrastées mais partout la sécheresse crée des problèmes : pertes de récoltes, plantes abîmées, coûts de production en hausse

Les prairies sont en cendres, les vaches se rapent le museau sur des paillasons, les maïs ont eu si chaud qu'ils en ont oublié de sortir leurs épis, les fruits et les légumes succombent aux coups de soleil, les pruniers et les pommiers perdent leurs feuilles, les litanies des agriculteurs se ramassent à la pelle dans le sud de la France, qui commence cette année, sécheresse et canicule obligent, dès le Poitou.

Pour la seconde année consécutive, les campagnes françaises ont donc attrapé un « chaud et soif », bien mal soigné par les énormes grêlons qui ont haché menu les vergers et les champs de tournesols du Lot-et-Garonne en début de semaine. Habités des intempéries, les exploitants agricoles n'en demeurent pas moins inquiets devant ce temps sec à répétition qui donne à chaque été une petite couleur de drame ensoleillé.

Les bilans provisoires de la saison 1990 montrent cependant des situations contrastées. Tout n'est pas noir et mort cette année dans les champs, tant est diverse l'agriculture française et variable le climat du Nord au Midi. Selon le ministère de la rue de Varenne, les céréales à paille (blé, orge et escourgeon) obtiendraient même des résultats très satisfaisants, avec pour le blé tendre un rendement record de 65 quintaux à l'hectare, du jamais vu depuis 1984. Les organisations professionnelles ont tendance à rabattre cet optimisme en soulignant la grande hétérogénéité des récoltes. Belles dans le Nord et l'Est, irrégulières dans le Centre, elles sont nettement moins abondantes au sud de la Loire. Si la Beauce et le Poitou ont limité les dégâts, ce fut au prix d'arrosages inhabituels des blés pendant les mois de mars et d'avril. Selon le ministère de l'agriculture, la

récolte de blé tendre devrait cependant progresser de 2 % pour atteindre 31,2 millions de tonnes, le plus gros volume des six dernières campagnes.

Les inquiétudes les plus sérieuses portent sur le maïs, qui « perd des quintaux tous les jours ». Mis en garde par l'hiver sec et le manque d'eau, les agriculteurs ont pourtant réduit de 300 000 hectares les surfaces consacrées au « grain jaune », réputé pour ses gros besoins hydriques. L'arbitrage des cultures s'est opéré en faveur du tournesol (+ 200 000 hectares), du sorgho (+ 50 000 hectares) et des protéagineux (+ 70 000 hectares) principalement. En Lot-et-Garonne, on a ainsi économisé 19 millions de mètres cubes d'eau par le seul transfert de culture du maïs au tournesol.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 11

M 0146 - 820 0 - 6 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne/Morocco, 8 P ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,75 S ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

La crise du Golfe

Un nouveau chapitre d'histoire

par Pierre Dabiez

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
520 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
« Association Beuve-Méry »
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-55-94-73. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse 54

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-0357
Renseignements sur les tarifs et
index du Monde au (1) 45-22-20-20

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAI

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS hors zone européenne et compte CHF suisse
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 400 F	2 085 F	2 500 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

J'atteste avoir l'obligation d'être tous les
jours présents en capital de l'entreprise.

99 Paris 100 021 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-0357

La stratégie est fille de la politi-
que, et non l'inverse. On l'a
parfois oublié au cours des
années passées, dans la mesure où la
confrontation Est-Ouest mettait au
premier rang, par son ampleur, les
problèmes de sécurité. On l'oublie
souvent lorsqu'un événement drama-
tique crève l'écran, qu'il faut, sans
recul, gérer d'urgence : la menace est
là. On ne saurait tergiverser sans
démolir, l'opinion publique doit
être saisie à vif, les médias sont poli-
sés, la machine militaire se met en
marche. Bref, le « projet politique »
dans son ensemble est réduit à sa
dimension immédiate, la réalité, du
même coup, étant à l'occasion simpli-
fiée. Ainsi part-on en croisière.

Certes, pour ce qui concerne l'Irak,
le droit a été gravement violé et l'on
ne peut permettre à un dictateur de
viser la maîtrise de champs pétroli-
ères dont dépend largement l'équili-
bre du monde. L'équilibre des richesses,
s'entend, mais également celui des
pauvres, plus sensibles que quiconque
aux renchérissements de l'énergie et
demandeurs d'une aide que seules
économies florissantes peuvent leur
dispenser. Pas davantage ne peut-on
laisser, sans réagir, s'enclencher un
engrenage susceptible, à terme, de
mettre en cause l'existence d'Irak et
gros de périls, par suite d'une défla-
gration dont nul n'est capable de pré-
voir, à l'heure des armes modernes,
où elle peut mener.

Comme le montrent, cependant, les
querelles byzantines, dont l'embargo
et le blocus sont l'objet, il est clair que
le droit international est, pour le
moins, partiel et imparfait. Il se
fonde parfois sur des acquis d'un
autre âge et, à ce titre, il est loin de
recueillir l'assentiment général. Deux
poids, deux mesures, selon que vous
serez puissant ou misérable... Même
sans recourir à des parallèles toujours
discutables et pour s'en tenir au
théâtre moyen-oriental, force est d'ad-
mettre non seulement que Saddam
Husseïn n'est pas le premier à violer
la légalité, mais que le Golfe, ses fron-
tières, ses émirats et ses débouchés

constituent un foyer d'injustice et
d'instabilité que l'action en cours, pas
plus que ses imprécisions et la bonne
conscience qui l'accompagnent, ne
sauraient effacer.

La fin du carcan
bipolaire

La crise actuelle est révélatrice de la
mutation que le monde connaît et
vient à point nommé pour permettre
de la mesurer. Changement majeur, la
disparition de la confrontation Est-
Ouest s'a tout naturellement emporté,
au cours des mois passés sur la scène
mondiale comme dans les esprits,
tandis que les menaces éventuelles
venues du Sud étaient surtout vues
sous l'angle de l'immigration et du
tourisme par des gens en quête d'un
nouveau ennemi, sans toujours être
replacées dans leur nouveau cadre
stratégique.

Or, la novation commune à l'axe
Est-Ouest, comme à l'axe Nord-Sud,
c'est la fin des blocs, renforcée par
l'effondrement du communisme. Le
carcan bipolaire, qui donnait jusqu'ici
au jeu international une certaine
cohérence, préservait les « sanc-
tuaires » et limitait les dégâts dans les
zones à haut intérêt pour les grandes
puissances, disparaît aujourd'hui, en
laissant en quelque sorte un monde
détrouffé.

S'il faut donc se réjouir de cette
« grande première » que constitue le
raliement de l'URSS - fut-il assorti
de nuances - à la thèse quasi uni-
verselle de la résistance à Saddam Hus-
seïn, il faut réaliser qu'en cas de
« clash », via la Jordanie par exemple,
les mécanismes de modération bipoi-
laire les qu'ils ont fonctionné lors de
la guerre du Kippour notamment, ris-
quent de manquer.

Certes, l'Amérique est là, gendarme
désigné avec laquelle nul, ponctuel-
lement, ne peut prétendre rivaliser.
Mais outre que ses adversaires éven-
tuels - en l'occurrence l'Irak - n'ont
pas de mentors pour les fasciner, ses
marges d'action sont étroites. Non
seulement elle ne peut tout faire et

jouer en permanence les pompiers sur
une scène appelée à devenir de plus
en plus multipolaire, mais le mono-
pôle même qui lui revient dans l'état
actuel des choses est lourd de dangers.
Sans doute, la multipolarité condui-
t-elle à des divisions dont rien
n'empêchera de jouer. Il suffit de
regarder aujourd'hui le monde arabe
pour en être persuadé. En contre-
point, cependant, l'effervescence
populaire perceptible tout au long de
l'arc islamique suggère que le vide
laissé par l'idéologie communiste ne
sera pas de tout repos pour les nantis,
les États-Unis en premier.

C'est dans cette perspective globale
que l'intervention dans le Golfe doit
être replacée. Parer au plus pressé,
soit ! Dans le contexte démographique
que l'on connaît, toutefois, qu'aucune
structure ne tend pas à stabiliser,
comment faire face à l'avenir aux
effets imprévisibles de tant de nationa-
lismes exacerbés, de revendications
et de haine, que la contradiction
criante entre l'opulence et la pauvreté
ne peut manquer de susciter.

L'embargo,
l'arme préférable

Ainsi, l'opération du golfe ouvre un
nouveau chapitre d'histoire qu'on ne
peut comparer ni au concert européen
du siècle passé, ni au concert d'Hélène,
n'en déplaise aux références multiples
faites aujourd'hui à ce dernier, ni à
l'ordre plus récemment créé par la
toute puissance des deux grands. Opé-
ration unique dans la mesure où elle
est à la fois sous-tendue par un
conseil de sécurité quasi-unanime, et
menée, sans le contrepoint de l'Union
Soviétique, par les États-Unis. Encore
peut-on se demander s'il est bon que
le monopole de la police mondiale
revienne de fait à ceux-ci, dans quelle
mesure l'ONU est susceptible, à
terme, de prendre leur rôle et jusqu'à
quel point peut jouer une solidarité
aujourd'hui cimentée par l'ordre et le
droit, mais qui doit se garder de
conduire à une lutte Nord-Sud carac-
térisée.

Pour en revenir, dans cette problé-
matique renouvelée, à la présente
crise, on est tenté de penser, en pre-
mier lieu, que les contorsions de Sad-
dam Hussein indiquent qu'il est
coincé. Sans doute n'a-t-il pas eu l'in-
tention de s'en prendre de si tôt à
l'Arabie Saoudite, sachant qu'il ris-
quait là les foudres de l'Amérique.
Celle-ci ayant, cependant, par CIA
interposée, plus ou moins feint de
croire que tel était son projet, voilà
son premier pas, le Koweït, trans-
formé en faux pas. D'où ses échappa-
toires : donc l'annonce légitime,
d'abord d'un retrait, la menace d'un
embrasement de l'islam, enfin la
parade en s'entendant avec l'Iran.

La solidarité autour de la résolution
de l'ONU jouant, c'est à l'évidence
l'embargo - fut-il par certains biais
bloqués - qui semble l'arme politique-
ment la moins nocive et par suite
l'arme préférable, d'autant qu'il est
clair que l'Iran est prêt à profiter de
l'absence qui lui est offerte, mais non
à se lier à son ancien adversaire au
point de le sauver.

Cette solution, la plus raisonnable,
compte, notamment avec Akaba, le
risque catastrophique d'un dérapage
jordanien qui explique sans doute, le
voyage du roi Hussein aux États-
Unis. Elle comporte aussi le risque
d'un enlèvement, au cas où les stocks
alimentaires irakiens seraient épuisés
ces derniers mois renouvelés, comme il
en avait été question, ce que personne
ne veut dire ne sait et dont personne
s'il y a contribué, n'osera aujourd'hui
se vanter.

En pareille hypothèse, le consensus
peut évidemment se déliter progressi-
vement, la hausse du pétrole, probable
en tout état de cause, poussant les uns
ou les autres à tirer argument de leurs
difficultés pour reprendre leur liberté,
en laissant du même coup apparaître
le front du refus continué à l'ONU
comme d'essence occidentale. A for-
tiori, en serait-il ainsi, en dépit des
contingents hétéroclites rassemblés en
Arabie et la guerre survient. Aussi
bien, est-ce ce qu'il faut à tous égards
s'efforcer d'éviter.

Se pose dès lors le problème de
l'ONU et de l'influence, en la circon-
stance, des pays modérés, dont la
France. L'ONU, dont on voit mal
encore comment elle pourrait concrè-
tement jouer sur le terrain un rôle qui
permettrait en quelque sorte de « dés-
américaniser » l'entreprise en cours,
l'Europe et la France, dont le poids si
limité aujourd'hui doit être à l'avenir
croissant. On rejoint là le problème
de l'OTAN.

La France
dans la nouvelle donne

Il serait trop long d'épiloguer, mais
il est certain que de par leur histoire,
leurs attaches, leur culture, leurs
immigrés et pour certains, leurs rela-
tions avec le Maghreb et la Méditer-
ranée, les peuples européens, la
France en particulier, font partie de la
nouvelle donne qui doit aider le
monde, non pas à s'aligner, mais à se
stabiliser.

Reste encore deux points qui méritent
au passage d'être évoqués. Point
général : autant le désarmement
constitue un défi pour l'avenir de l'Eu-
rope, autant il saute aux yeux qu'il ne
peut dépasser, compte tenu du
contexte mondial, un stade au-delà
duquel paradoxalement, les plus forts
en théorie cesseraient de pouvoir
assurer en fait, leur sécurité. Un cer-
tain nombre de réflexions récentes
vont donc devoir être, à cet égard,
révisées.

Point particulier : La France tradi-
tionnellement écartée entre sa voca-
tion maritime et sa vocation ter-
restre, apparaît appelée à privilégier -
une fois n'est pas coutume - la pre-
mière et à « dégraisser », pour
employer le jargon, la seconde, ce qui,
à l'heure actuelle, aurait pu, d'ail-
leurs, être déjà fait. A ce titre, le sort
des futures porte-avions risque d'être
positivement soigné.

► Pierre Dabiez est professeur
d'économie, internationaliste à Paris-1
et président de la Fondation pour
les études de défense.

Un énorme fantasme

par Daniel Sibony

La crise du Golfe, comme tout
événement traumatique, nous en apprend beaucoup,
presque trop, plus qu'on n'en vou-
drait savoir.

Certes, il n'est pas gai de s'être
fait avoir pendant des années par
un chef d'État, qui ne s'est pas
improvisé dictateur pervers du
jour au lendemain. Cela interroge
les Occidentaux sur ce qu'ils font
quand ils ne font que vendre des
armes tout en causant aimable-
ment progrès social et bien du peuple
alors que l'essentiel manque :
un minimum d'égards pour
l'homme...

Mais cela passe presque au
second plan devant le pot aux
roses qui se révèle : le distingue-
ment même plus entre intégrisme
laïc et intégrisme religieux, puis-
que l'un et l'autre paraissent sou-
dain interchangeables, par un sim-
ple effet de discours - imposteur,
mais opérant. Voir les appels de
Saddam à l'Irak, et à... libérer les
lieux saints d'Arabie.

Ces deux intégrismes paraissent
procéder, bifurquer à partir d'une
même racine, qui est une sorte
d'intégrisme familial : c'est l'idée
de la nation, de l'Ouma, de la
Matrie (oum = mère en arabe),
idée sans cesse démentie par les
faits, mais très tenace, individuel-
lement et politiquement. Indivi-
duellement : c'est, en gros, l'idée
que les frères peuvent battre la
sœur parce qu'elle est « sortie »
avec un étranger, et ce, sans que la
justice vienne s'en mêler vu que
c'est... une histoire de famille.
Politiquement : on doit pouvoir
confisquer un État - le frère le plus
actif le mettrait dans sa poche -
sans que les instances légales,
« étrangères » donc, viennent s'en
mêler.

On aimerait dire : « Chiche,
pourquoi pas ? » Mais c'est que
ladite famille et ledit État ne
vivent pas en autarcie ; ils vivent
parmi les autres familles, parmi les
nations, ce qui exige des références
symboliques non purement fami-

liales, non réduites à l'ombilic de
la grande Matrie.

On voit que la perversion de
Saddam (qui, comme toute perva-
sion, veut fonder sa propre loi,
l'incarner, la passer à l'acte), cette
perversion prend place dans un
fantasme plus vaste, qu'il n'est pas
seul à caresser - ce fantasme est
assez répandu parmi les masses du
monde arabo-musulman sous
forme de mythe ou d'idéal, ou sous
forme de programme : être tous
frères d'une même famille centrée
sur la Mère (la Mère-langue-relig-
ion-terre... arabe), sans immigration
de l'autre ; sans « père » : car,
si père il y a, quand il meurt, les
fils deviennent des pères, et fini la
fraternité.

Elle est d'ailleurs répandue dans
les faits, mais pas complètement : ils
se haïssent et se déchirent comme
des frères impuissants à devenir
pères et à sortir de la famille, tous
ces braves chefs d'État ; à l'image
de bien des fils névrotiques, que la
famille d'origine rattrape toujours

et dont elle châtie l'indépendance
vélétaine.

On a, donc, une radiographie
aveuglante de l'intégrisme familial,
qui consiste à vouloir passer à
l'acte ce fantasme. Et, comme on
enrage d'y échouer, on incrimine
l'étranger à la famille, l'étranger
tout court. C'est l'obsession de
Saddam et de ceux qu'il séduit
parmi les foules de l'Ouma.
L'étranger honni, ce sont les États-
Unis, le plus fort des étrangers,
celui que beaucoup détestent parce
qu'ils échouent à lui ressembler ;
mais il vient, tout de même, der-
rière un autre « étranger », Israël,
le gendarme essentiel, une vraie tare
génétique pour ladite famille, puis-
qu'elle le trouve dans sa propre
origine, dans son discours fonda-
teur : expurger le Coran de ses
allusions à Israël et de ses
emprunts à son héritage, ce serait
le rendre inconsistant, ce serait dis-
soudre tout le génome de la
Famille.

La fameuse unité arabe et l'om-
bilic de la Matrie, c'est le même
fantasme. Et Saddam veut l'incar-
ner, le passer à l'acte ; alors que
l'origine n'est féconde qu'en pen-
sée. La passer au réel, c'est vouloir
incarner le mythe d'unité qui la
fonde, d'unité et d'invariance : la
tradition devient alors une origine
perpétuée, figée, totalisante ; elle
avale tout pour ne pas changer.
Elle ne supporte pas d'autre fa-
çon. Le coup de force de Saddam ne
laisse pas qu'une alternative aux ar-
abo-musulmans : ou bien la folie
familiale sans référence extérieure,
sans « étrangers », ou bien le
recours aux tiers, donc aux étran-
gers à la Famille. Ce n'est donc pas
parce que les Américains sont arri-
vés que ça s'est gâté, c'est parce
que la grande Famille a refusé de
devenir folle (en excluant le
recours aux tiers). C'est intrin-
sèquement que la famille pouvait
résoudre le problème : elle est par-
tout tiraillée entre le vœu de s'occi-
dentaliser et le vœu pieux de la tra-
dition intégrale, intégrée.

Et si c'était devant l'urgence
de ce fantasme originel, devant
sa mise à nu massive, que le
monde se trouve soudain saisi de
peur ? L'Occident est comme fasci-
né devant ce fantasme mis à nu,
qui défie toute réalité. C'est qu'on
est très fasciné à la vue de ce que,

soi-même, on refoule mal : et le
refoulement totalitaire de l'Occident
n'est pas si loin (en France, Le
Pen, qui en bat le rappel, appuie
Saddam « en toute innocence »...).
Est-ce cette fascination qui expli-
que l'empêchement technologique
occidental, qui confine au
symptôme ? Tout se passe comme
si la technique n'avait été dévelop-
pée que pour elle-même et pas
pour un usage précis, économique,
rigoureux, qu'elle permet quelque-
fois.

De fait, chacun a compris l'en-
jeu. C'est plus que de sauver un
minimum de droit. Si l'Irak gagne
au Koweït, la guerre allumera bien
des frontières : partout où deux
États voisins croient pouvoir
l'emporter l'un sur l'autre, ils s'en-
gageront dans une course folle aux
armements (les marchands seront
débordés), mais la dissuasion, la
peur, la violence seront partout ;
ce sera la nouvelle forme de la
guerre mondiale : la guerre partout
dans le monde. Les ressources des
pays pauvres y passeront, à vouloir
manger le voisin, faute d'avoir
autre chose à manger.

Cette affaire est un vrai drame
pour bien des arabo-musulmans.
N'est-ce pas un signe de grande
détresse que d'en être réduit à
avoir pour héros un Hitler mini-
ature ? Quand, jusqu'ici, on s'est
drapé de révolution, de « lutte
anti-impérialiste », avec idées de
gauche ou socialistes (quel effon-
drement d'étiquettes...). Et ceux
qui, en Europe, ne demandent qu'à
vivre ? Si « chez eux », notam-
ment dans le discours pro-irakien,
on développe une telle horreur de
l'étranger, au point d'en séquestrer
en passant plusieurs milliers d'in-
nocents, ils risquent, eux, en tant
qu'immigrés en Europe, d'être la
cible des xénophobes, qui ont la
même maladie de l'origine que
celle évoquée plus haut.

Plutôt que de dénoncer, nous
devons pouvoir aider ces per-
sonnes, car l'impasse qu'elles
affrontent, chacune de nous a à la
vivre pour advenir et pour dépas-
ser l'admiration bête et bête du
névrosé pour le pervers qui passe à
l'acte.

► Daniel Sibony est mathématicien
et psychanalyste.



صكذامن زلزل

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 19 - Lundi 20 août 1990 3

La crise du Golfe et les menaces contre les ressortissants étrangers

Le Conseil de sécurité demande à M. Perez de Cuellar de prendre les « mesures nécessaires »

A Washington, on se refuse toujours à les appeler des « otages ». Pourtant, tard dans la nuit de vendredi 17 à samedi 18 août, l'Irak a annoncé que tous les ressortissants des pays « agresseurs » seront détenus tant que le danger de guerre existera, suscitant une mobilisation sans précédent aux Nations unies. Washington pourrait être amené à demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

NATIONS UNIES
(New York)
correspondance

L'inquiétude pour les ressortissants américains et britanniques s'est aggravée vendredi à la suite de rapports selon lesquels trente-cinq Américains, dont trois femmes, trois enfants et un nouveau-né, qui se trouvaient à l'hôtel Al Rachid de Bagdad, avaient été déplacés par les autorités.

Les diplomates américains en poste à Bagdad n'ont pas été autorisés à les rencontrer. Selon des informations, ces Américains

auraient été répartis dans plusieurs sites militaires et industriels des environs de Bagdad. Un haut fonctionnaire américain a indiqué aux journalistes à New York que si les détails de la détention des Américains se précisaient, Washington demanderait la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies dans les quarante-huit heures.

Quelques heures avant la déclaration de Bagdad, le Conseil s'était réuni d'urgence pour des consultations sur le sort de plus d'un million d'étrangers qui se trouvent actuellement en Irak et au Koweït. Tous les membres du Conseil ont exprimé leur « profonde inquiétude » et demandé au secrétaire général de prendre les « mesures nécessaires » à cet égard. L'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, a exprimé les inquiétudes de Washington sur la fermeture annoncée par Bagdad de toutes les ambassades au Koweït à partir du 24 août. L'ambassadeur britannique a qualifié les actions de M. Saddam Hussein de « plus grand brigandage de l'histoire ».

L'activité diplomatique s'est intensifiée vendredi à l'ONU. En dehors de la réunion du Conseil

sur les ressortissants étrangers, ses membres se sont retrouvés deux fois dans la soirée. Le comité de vérification des sanctions contre l'Irak a étudié le rapport intérimaire de M. Perez de Cuellar sur l'application de la Résolution 661 demandant à tous les membres de respecter les sanctions. Les rapports de trente-cinq membres, dont les Douze, ont déjà été soumis au comité. D'après des diplomates proches du Conseil de sécurité, tous les membres de l'ONU, à l'exception de la Jordanie, ont respecté la résolution.

Réunion
« historique »

La troisième réunion informelle du Conseil a rassemblé les cinq membres permanents, qui se sont rencontrés à la Mission française. A cette réunion, qualifiée d'« historique » par l'ambassadeur américain, participaient également les représentants des Cinq au sein du comité d'état-major de l'ONU. M. Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France, chargé de la coordination des affaires des membres permanents, a expliqué que ces consultations avaient pour objectif

« un échange d'informations ». D'après les diplomates, le problème de fond est de savoir si les Etats-Unis ont le droit d'imposer un blocus naval sans une résolution du Conseil de sécurité. M. Perez de Cuellar, qui se trouve actuellement à Lima, a toujours insisté sur le fait qu'une autre résolution du Conseil était nécessaire.

Les Américains affirment que les manœuvres militaires dans le Golfe ne constituent pas un blocus, mais, comme devait l'indiquer ce haut fonctionnaire américain à New York, une opération d'« interception » ou d'« interdiction ». Il a aussi expliqué que les membres permanents du Conseil n'avaient pas formulé d'objection à la présence militaire américaine dans le Golfe, mais avaient demandé « des clarifications sur la position américaine ». C'est le représentant militaire soviétique qui préside le comité d'état-major en août. Son rôle exact n'est pas encore défini mais, d'après les Américains, la formation de forces multinationales sous le drapeau de l'ONU est « très improbable » pour le moment.

AFSANE BASSIR POUR

Indignation aux Etats-Unis

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Dès la nouvelle de la décision du gouvernement irakien de retenir en détention des centaines de ressortissants américains en Irak connue, la colère est montée d'un cran vendredi 17 août au soir à Washington. Si le département d'Etat se refusait encore à tout commentaire, journalistes et parlementaires, intervenant à la télévision, parlaient ouvertement d'une véritable prise d'otages.

Celle-ci peut avoir des conséquences très importantes. Le président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, M. Les Aspin, expliquait, tard dans la nuit de vendredi à samedi, que jusqu'à présent, le public américain n'était pas parvenu à une intervention armée contre le Koweït ou l'Irak : il ne souhaite pas que l'action des forces américaines dans le Golfe aille au-delà de la dissuasion, de la défense de l'Arabie saoudite et de la mise en œuvre de l'embargo à l'encontre de l'Irak.

« Cependant, si les otages américains devaient être victimes du moindre mauvais traitement, a poursuivi M. Aspin, alors l'opinion publique appellerait, sans la moindre réserve, à une intervention des

forces américaines. » D'autres commentateurs voyaient dans la décision irakienne un geste « désespéré » témoignant de l'efficacité des sanctions et de la politique suivie par le président George Bush. Si l'affaire des otages devait se préciser, il est probable que ce dernier ferait tout pour ne pas se trouver prisonnier de la situation d'attente et de chantage – limitant la marge de manœuvre des Etats-Unis – qui fut celle du président Carter, il y a dix ans, durant la crise des otages de Téhéran. La chaîne ABC croyait savoir que M. Bush s'apprêtait à faire, samedi, une déclaration solennelle au sujet des ressortissants américains en Irak et, notamment, de trente-cinq d'entre eux dont on est sans nouvelles depuis vingt-quatre heures.

Jusqu'à présent, les autorités américaines ont gardé un profil extrêmement discret dans cette affaire. Elles se sont gardées de dramatiser, de peur d'entrer dans le jeu irakien et de « valoriser » les otages potentiels que représentaient les Américains résidents en Irak et au Koweït. Mais, en annonçant publiquement la décision de Bagdad de garder prisonniers tous les « ressortissants des pays agresseurs », le président du Parlement irakien force le gouvernement américain à réagir à cette nouvelle donne de la crise du Golfe.

ALAIN FRACHON

Le regroupement dans des zones stratégiques

Suite de la première page

« Tout ce qui favorise en fin de compte cet objectif noble, humain et juste, rend une forte légitimité, ce qu'est la situation des otages, divines, éthiques et internationales », a-t-il affirmé en demandant à « toutes les personnes honorables dans le monde » de contraindre les Etats-Unis et leurs alliés à mettre fin à ce qu'il a appelé leurs « politiques tyranniques ».

La décision de retenir tous les ressortissants étrangers des pays hostiles à l'Irak a été prise après une réunion conjointe du Conseil du commandement de la révolution (CCR) irakienne et du commandement du parti Baas, présidée par M. Saddam Hussein. Elle paraît confirmer la crainte des capitales occidentales que les milliers d'étrangers bloqués en Irak et au Koweït depuis l'invasion irakienne de l'émirat soient utilisés par Bagdad comme boucliers humains.

M. Dumas :
« Une situation
scandaleuse »

Se voulant rassurant, M. Abdel Razzak Al Hachimi, l'ambassadeur d'Irak en France, avait affirmé vendredi soir, sans rire, à la télévision française que la volonté de rassembler les ressortissants étrangers dans un grand hôtel à Koweït était motivée par le souci de leur sécurité, « compte tenu des circonstances et en raison des risques de guerre ». Il n'était apparemment pas au courant de la décision des instances irakiennes de se servir de ces « invités » comme boucliers humains.

Vendredi soir, la chaîne de télévision américaine CBS rapportait que les trente-cinq Américains qui étaient détenus dans un hôtel de Bagdad avaient peut-être été emmenés dans des zones militaires où se trouvent des usines de munitions et d'armes chimiques qui pourraient être des cibles de l'aviation américaine en cas de conflit armé avec l'Irak.

Dans une interview au quotidien libanais *Al Nahar*, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, estime que la

« situation scandaleuse » des étrangers empêchés de quitter l'Irak et le Koweït « doit prendre fin, et sans autre délai ». Le ministre a souligné que la force navale envoyée, par la France dans le Golfe pour participer à l'action de dissuasion pourrait aussi « faciliter l'évacuation » de ses ressortissants, mais que d'autres modalités, par terre ou par air, seraient sans doute plus efficaces pour une évacuation concernant près de cinq cents ressortissants français, outre tous les autres également retenus, car leur sort est commun ».



« Je crains que nous ne puissions accepter des otages sans réservations. »
(« The Times » du 18 août.)

Vendredi matin, l'ambassadeur d'Irak en France a été convoqué au ministère des affaires étrangères pour y recevoir une « protestation indignée » de Paris au sujet des ressortissants occidentaux empêchés de quitter l'Irak. Le ministre français souhaite vérifier l'exactitude des informations selon lesquelles les ressortissants des pays « hostiles » à l'Irak seront rassemblés dans des installations stratégiques civiles et militaires, tant que subsistera une menace de guerre. — (AFP, Reuters.)

Selon le Quai d'Orsay 560 Français sont bloqués en Irak et au Koweït

Il y a actuellement 560 ressortissants français bloqués en Irak et au Koweït, selon les dernières indications recueillies vendredi 17 août par le ministère des affaires étrangères. Il y a une semaine, Paris avait fait état de la présence de 480 Français dans ces deux pays. Cette modification s'explique par le fait que le Quai d'Orsay a inclus cette fois-ci le personnel diplomatique et administratif de ses deux ambassades et a pu affiner ses listes, en particulier en ce qui concerne les personnes qui étaient de passage dans les deux pays.

Selon les derniers pointages, datant du 16 août, il y a en Irak 290 Français dont 218 résidents (sur environ 600 en temps normal, c'est-à-dire hors de la période de vacances), soit 109 hommes,

63 femmes et 46 enfants. A ceux-ci s'ajoutent 51 personnes de passage ou en transit (24 hommes, 15 femmes et 12 enfants), plus le personnel de l'ambassade et leurs familles, soit 21 personnes.

Au Koweït, on a décompté 270 Français : 146 résidents (sur 450 en temps normal), soit 118 hommes, 17 femmes et 11 enfants, auxquels s'ajoutent 93 Français de passage (69 hommes, 18 femmes et 6 enfants), plus 29 personnes dépendant de l'ambassade de France.

Le Quai d'Orsay a d'autre part confirmé qu'une Française avait pu quitter l'Irak par la Jordanie le 15 août. Il n'a pas précisé son identité. Cela porte à 11 le nombre de Français qui ont fui Bagdad depuis l'invasion du Koweït, le 2 août.

Plus de deux millions d'étrangers sont toujours retenus

Quinze jours après l'invasion du Koweït, plus de deux millions de ressortissants étrangers se trouvent toujours en Irak et dans l'émirat. La plupart d'entre eux sont bloqués à Bagdad. Voici les dernières estimations, en fonction des informations - fragmentaires - qui sont disponibles :

	KOWEÏT	IRAK
France	290	270
Autriche	70	70
Australie		150
Bulgarie		5 000
Chypre	30	10
Danemark	80	15
Allemagne	20	40
Espagne	100	120
Etats-Unis	2 500	600
Finlande	20	330
Grande-Bretagne	4 000	700
Grèce	200	40
Irlande	50	300
Italie	150	330
Laos	3	1
Liban	10	20
Malaisie	80	150
Maroc		5 000
Pologne		550
RFA	inconnu	40
Soudan	100	70
Suisse	50	350
Tchécoslovaquie	120	
Turquie	880	60 000
URSS		7 800
Yugoslavie		12 000
Egypte	150 000	1 000 000
Palestiniens	300 000	170 000
Inde	172 000	10 000
Pakistans	90 000	10 000
Sri-Lanka	100 000	inconnu
Bangladesh	70 000	15 000
Philippines	45 000	5 000
Maroc	6 000	30 000
Thaïlande	7 000	inconnu
Chine	plusieurs milliers	inconnu
Tibet	2 000	2 000
Corée du Sud	650	720
Japon	280	230
Breïl	inconnu	450
Malaisie	298	17
Taiwan	150	inconnu
Hongkong		20

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

La position « intenable » des Arabes américains

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

« La pire des choses qui pourrait arriver, aux Arabes américains, serait de voir leur pays en guerre avec leur peuple ». Porte-parole et directeur adjoint de la National Association of Arab American (NAAA), une des plus importantes associations d'Arabes américains, Khalil Jahshan fait part d'un sentiment largement partagé. « Appelez cela comme vous voudrez, conflit de loyauté, déchirement, identité dédoublée », dit-il, le résultat est là : la crise du Golfe a provoqué un sérieux malaise chez les deux millions et demi d'Arabes américains.

Si les réactions à l'envoi de troupes américaines sont aujourd'hui diverses, aussi hétérogènes que l'est la communauté, la condamnation de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier, a été quasi unanime. Moins est-ce vrai pour les organisations qui se font les porte-parole des Arabes américains. Comme les autres, la NAAA, explique Khalil Jahshan, « a publié un communiqué dénonçant le coup de force irakien ». Elle a appelé à un retrait immédiat des troupes de Bagdad et à un retour au statu quo ante.

C'est la « ligne officielle ». En privé, les commentaires sont moins catégoriques. On trouve peu de complaisance pour la dictature irakienne, certes, mais peu de sympathies aussi pour le Koweït et, quelquefois, une certaine satisfaction qu'un coup ait été porté à un émirat dont l'existence était perçue comme une séquelle artificielle de la période coloniale.

Flot
de critiques

Étudiant en électronique, chauffeur de taxi durant l'été, Thomas Summakié, d'origine syrienne, dénonce l'ignorance de ses compatriotes pour tout ce qui touche au Proche-Orient : « Comment leur faire comprendre que le monde arabe, c'est un peu comme les Etats-Unis. Si un des Etats de l'union, un petit Etat de l'Ouest, avait tout le pétrole et se refusait à le distribuer à la Côte est, est-ce que le gouvernement fédéral laisserait faire ? »

La communauté s'est trouvée plus directement impliquée une semaine plus tard, au moment de l'envoi des troupes américaines dans le Golfe. Là encore, les principales organisations ont suivi le gouvernement. « On a soutenu les résolutions de la Ligue arabe au Caire, donc l'envoi d'une force multinationale pour défendre un pays menacé, l'Arabie saoudite, qui se trouvait être de surcroît un

allié des Etats-Unis », rapporte Khalil Jahshan. « C'était tout simplement une question de principe, dit-il, puisque nous ne cessons, à propos d'autres situations (la Cisjordanie et la bande de Gaza, par exemple) de souligner l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la force ».

Séulement, les responsables reconnaissent que cette dernière prise de position n'est pas bien « passée ». Ils ont essuyé un flot de critiques venant d'une base souvent opposée à l'expédition américaine contre un pays arabe. « Je ne dirai pas que c'est une majorité, mais sans doute pas loin de 40 % de nos membres », dit le porte-parole de la NAAA.

James Sogby, un des dirigeants de l'Arab American Institute, explique que l'opposition à l'opération « Bouclier du désert » dépend de facteurs compliqués. Elle est forte chez les immigrants de fraîche date et d'origine palestinienne. Elle est faible chez les originaires d'Irak (souvent des opposants qui ont fui le régime de Bagdad), d'Égypte ou de Syrie, et encore plus faible chez la deuxième génération d'immigrants, quand l'assimilation est très avancée. « Vous trouvez des Arabes américains républicains qui soutiennent le président Bush à 100 % (1) ».

Quand James Sogby observe que les Etats-Unis doivent améliorer leur position politique dans cette affaire, il met le doigt sur une partie du malaise arabe américain. « Face à Saddam Hussein, explique-t-il, l'Amérique doit renforcer sa crédibilité dans le monde arabe en prenant des positions avancées sur la question palestinienne. Elle doit aussi être plus soucieuse de situer son intervention dans un cadre international - là encore, pour ne pas permettre au régime irakien de se présenter dans le monde arabe comme la victime d'une guerre américaine ».

Le porte-parole évoque avec effroi la perspective d'une confrontation armée entre troupes américaines et irakiennes. La guerre placerait la communauté dans une position intenable. Déjà, des incidents anti-arabes - marginaux - ont eu lieu aux Etats-Unis, rapportent MM. Jahshan et Sogby : ici un commerçant passé à tabac, là un cocktail Molotov contre une permanence d'une organisation communautaire, ou encore des coups de téléphone injurieux.

AL. F.

(1) Selon la NAAA, la communauté des Arabes américains est dominée par les immigrants d'origines libanaise et syrienne. Viennent ensuite les « Égyptiens » (7 %), les « irakiens » (7 % aussi), puis les « Jordaniens » et les « Palestiniens » (5 % ensemble).

Le Monde
ÉDUCATION
JUILLET/AOÛT
ENQUÊTE
FILLES : LA FAUSSE RÉUSSITE SCOLAIRE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LA CRISE DU GOLFE

Le président égyptien : « Il est encore temps d'éviter un bain de sang »

L'engagement militaire des Etats-Unis en Arabie saoudite est un engagement « à long terme », a déclaré, vendredi 17 août, le secrétaire américain à la Défense, qui a ajouté : « Où nous en serons dans un an ou deux ? Je ne voudrais pas spéculer. » M. Cheney, qui se rendait en Arabie saoudite, doit également visiter Oman et les Emirats arabes unis.

En Egypte, le président Mubarak a exhorté vendredi l'Irak à trouver une solution pacifique à la crise du Golfe avant qu'il ne soit trop tard. « Il est encore temps. Je demande à l'Irak de répondre à la voix de la paix afin d'éviter l'affrontement et le bain de sang qui pourraient sanctionner son obstination », a déclaré le rais après avoir rencontré les représentants de la « troïka » européenne à Alexandrie. Il a refusé de répondre aux attaques verbales du président Saddam Hussein avant de se déclarer consterné par l'offre de paix faite mer-

credi par Bagdad à Téhéran : « Après huit ans (de conflit armé), la situation est revenue à ce qu'elle était avant la guerre avec l'Iran. »

Le ministre italien des affaires étrangères, qui préside la mission de la « troïka » au Proche-Orient, a déclaré vendredi après avoir rencontré M. Mubarak que la CEE « œuvrera pour une application rigoureuse de l'embargo total contre l'Irak et pour l'isolement politique du régime irakien. La seule autre solution possible est la solution militaire, que nous voulons tous éviter », a ajouté M. De Michelis, selon lequel les Douze ont exposé « le désir de la CEE d'aider économiquement les pays arabes qui en ont besoin et qui invoquent des raisons économiques pour ne pas appliquer cet embargo ». La « troïka » a examiné avec M. Mubarak « les aides économiques dont a besoin l'Egypte ». Auparavant, elle s'était rendue à

Amman et à Djeddah, où elle avait informé l'Arabie saoudite du soutien de la CEE.

Selon le président Mubarak, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, est désireux de « voir les forces étrangères déployées en Arabie saoudite sous le parapluie des Nations unies ». Interrogé par la chaîne de télévision française la Cinq, le colonel a déclaré vendredi qu'il ne trouvait aucune raison au conflit entre l'Irak et les Etats-Unis, « deux Etats n'ayant pas de frontière commune ». Le Koweït, selon lui, « est une question qui concerne l'Irak et la Ligue arabe, l'Irak et l'ONU ».

A Damas, le quotidien Al Saoura a estimé vendredi que la crise du Golfe deviendra explosive si l'Irak ne se retire pas rapidement du Koweït. « Est-ce que ces gens qui jouent avec le temps se souviendront qu'il ne joue en faveur de personne ? Chaque moment qui passe sans qu'il y ait un

retrait irakien du Koweït rapproche un peu plus la région d'une énorme explosion ». C'est l'Irak, ajoute le journal, qui a ouvert la porte aux forces étrangères dans le Golfe en refusant la réunion immédiate d'un sommet arabe après son invasion du Koweït, le 2 août.

A Genève, le délégué général du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a indiqué vendredi qu'il fera « tout pour arriver à établir une présence au Koweït » afin de venir en aide aux personnes bloquées dans l'émirat. « Un peu plus d'une vingtaine de gouvernements » se sont adressés au CICR pour qu'il vienne en aide à leurs ressortissants sur place. « Nous sommes en plein » dans un dialogue « difficile » avec les autorités concernées, a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

« Par Allah, ce Mubarak est un mâle »

LE CAIRE
de notre correspondant

« Par Allah, ce Mubarak est un mâle ». Le gros mésest (petit patron) qui prononce ces mots dans un nuage de fumée douceuse de narguila résume l'opinion de l'homme de la rue en Egypte. Dans les milieux populaires où toutes les vertus sont l'apparat des seuls hommes, décrire quel- qu'un comme « un mâle » c'est lui vouer une grande estime.

Cette attitude est partagée par la majorité de la population et par la plus grande partie de l'opposition égyptienne. Le néo-Walid (libéral), le plus grand parti de l'opposition, a soutenu sans réserve la position officielle, que ce soit en ce qui concerne la condamnation de l'Irak ou l'envoi d'un contingent égyptien en Arabie saoudite. L'autre formation politique représentée au Parlement, le Parti socialiste travailliste (PST, populiste), est au bord de la scission, parce que son président a soutenu les thèses irakiennes.

Même les Frères musulmans, qui disposent d'une trentaine de députés, ont soutenu la politique du rais. Dans son dernier communiqué, la confrérie exige que l'Irak cesse ses attaques contre le président égyptien et fait marche arrière en ce qui concerne la présence de troupes étrangères en Arabie saoudite. Les critiques contre l'intervention américaine précédemment formulées ont été gommées. Seul, le petit parti du Rassemblement progressiste unionniste (marxiste nassérien, sans députés) affiche son hostilité à la présence occidentale dans le Golfe et critique la politique égyptienne. Mais cela n'empêche pas le RPU d'exiger le retrait irakien du Koweït « dont le peuple doit être libre de choisir ses dirigeants ».

En fait, les Egyptiens sont fiers de ce rais qui n'a ni le charisme de Nasser ni le génie de Sadate.

Depuis le début de cette crise du Golfe, ils ont vu en lui non plus l'indécision que certains critiquaient, mais « la force tranquille ». « Un Nasser ou un Sadate auraient déjà exécuté une action aussi spectaculaire que brouillonne dont les retombées auraient été imprévisibles. Mubarak a joué la prudence et la fermeté. Après les visionnaires est arrivé le sage », déclare un homme politique qu'on ne peut soupçonner de sympathie envers le gouvernement.

Le soutien des Egyptiens au président Mubarak n'est pas seulement dû à la restauration de leur fierté nationale. Il émane aussi de sentiments anti-irakiens. Les Egyptiens n'ont pas oublié comment leurs deux millions d'expatriés ont été maltraités par les habitants du Tigre et de l'Euphrate après la fin de la guerre du Golfe. Cela a commencé par des brimades : heures supplémentaires non payées et travail dans des conditions précaires. Des dizaines de milliers de maçons et d'ouvriers égyptiens sont morts d'accident de travail ou de coup de chaleur durant la reconstruction du port de Fao.

La réduction sans préavis des deux tiers des vêtements a suivi. Enfin sont venues les agressions perpétrées par des irakiens libérés de l'armée. Ils accusaient les Egyptiens de leur avoir volé leurs femmes et leurs emplois pendant qu'ils se battaient. Plus de mille cadavres d'Egyptiens décédés de mort violente dans des conditions mal étudiées ont été rapatriés l'an dernier via l'aéroport du Caïre.

Ces mauvais traitements ont incité les « oiseaux migrants » à rentrer en masse. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'un million en Irak. C'est quand même un million de trop. Il faut aussi ajouter les milliers d'Egyptiens qui travaillent au Koweït maintenant annexé.

Si le rais devait suivre l'opinion de ceux qui sont rentrés de Bag-

dad, il rendrait coup pour coup. Toutefois, il se contente de répéter au niveau médiatique. Presse et télévision égyptiennes n'ont pas de mots assez violents pour le président irakien Saddam Hussein. Il est comparé à Hitler, Mussolini, Staline réunis, mais surtout pas à Nasser.

Mais c'est le radio, et notamment la voix des Arabes qui est l'arme la plus virulente de la guerre des médias que se livrent maintenant Le Caïre et Bagdad. La station qui est assez puissante pour être entendue dans tout le monde arabe, y compris en Irak, n'arrête pas de s'en prendre à Saddam Hussein, Haddam (destructeur) Hussein comme elle l'a surnommé.

Les appels aux troupes irakiennes à retourner leurs armes contre « l'infâme dictateur au lieu de les diriger contre les frères arabes et musulmans du Koweït » sont régulièrement diffusés. Un autre communiqué invite « la femme irakienne courageuse qui soutient Haddam à préparer le lin-ciel de son mari et à dire déjà à ses enfants qu'ils sont devenus orphelins ».

Depuis l'initiative de paix du président irakien en direction de l'Iran, les commentaires et analyses l'accusent de « trahison à la cause arabe et à son Irak » dont il a dépouillé la sagesse et l'orgueil comme un leurre. La station a par ailleurs ouvert ses ondes aux Koweïtiens réfugiés en Egypte, qui déversent leur vindicte contre celui qui a fait d'eux « des réfugiés au lieu de s'en prendre à Israël pour régler le problème des réfugiés palestiniens ». Le ministère de l'information a enfin permis la publication au Caïre du quotidien koweïtien, Al Anba, qui tire depuis deux jours à vingt-mille exemplaires distribués gratuitement aux Koweïtiens.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Algérie : le président du FIS appelle les musulmans à « déposer leurs dirigeants »

Le président du Front islamique du Salut (FIS), M. Abassi Madani, a appelé vendredi 17 août à Alger les peuples musulmans à « déposer leurs dirigeants », première condition pour faire face à l'invasion des lieux saints islamiques par les troupes américaines et occidentales. De son côté, le numéro deux du FIS, l'imam Ali Belhadj, a renvoyé dos à dos les régimes irakien, koweïtien et saoudien et demandé que la gestion des lieux saints islamiques (La Mecque et Médine, siège du tombeau du prophète Mohammed), soit confiée à un comité de théologues musulmans.

Les deux personnalités islamistes algériennes s'adressaient à une foule de plus de cinquante mille personnes qui poussaient leurs propos de cris : « Allah Akbar, Allah Akbar » (Dieu est le plus grand) et « Al Jihad, Al Jihad » (Guerre sainte). Ils parlaient du balcon du « Cercle du progrès », siège symbolique de l'Association des Oulémas (théologues) du temps de la présence française en Algérie, devant la foule rassemblée, à l'appel du FIS, à l'issue de la grande prière hebdomadaire pour dénoncer le déploiement

de troupes étrangères en Arabie saoudite et dans le « Golfe islamique ».

Les manifestants venus de plusieurs quartiers d'Alger, dont une grande majorité portait le « kamis » (longue robe blanche) et le collier de barbe à l'islamique, étaient rassemblés à la Place des Martyrs, au confluent de cinq des plus grandes mosquées de la capitale.

« Efface les frontières... »

M. Madani a interpellé la communauté islamique en ces termes : « Lève-toi pour renverser ces régimes qui ont consolidé les frontières (...) Lève-toi et efface les frontières, qui ne doivent plus exister aujourd'hui entre les peuples islamiques ». Il a également appelé à boycotter les produits de consommation américaine et occidentale : « Ne mangez pas de pain américain », a-t-il recommandé aux fidèles.

M. Madani a demandé à la jeunesse algérienne de se « considérer en état de Jihad ». A l'adresse des Etats-Unis, il s'est exclamé : « Que représente votre force devant celle de Dieu ? (...) La position américaine est honteuse, car les Etats-Unis ont utilisé leur force devant des pays faibles. La force d'agression pour envahir les lieux saints n'est pas une force ».

De son côté l'imam Ali Belhadj, connu pour ses prises de position virulentes a renvoyé dos à dos les

régimes saoudien, koweïtien et irakien. Tour à tour, il a qualifié le président irakien Saddam Hussein de « haddam » (destructeur) et de « khaddam » (domestique). Il l'a également mis au défi de « libérer Jérusalem, lui qui appelle à la libération des lieux saints islamiques » de la présence américaine, « après que son régime baasiste, laïc et athée ait massacré des milliers de musulmans en Irak et en Iran ».

Il a également condamné les dirigeants koweïtiens en leur reprochant d'avoir « amassé licitement et illicitement des fortunes utilisées contre la volonté de Dieu ». « L'Arabie saoudite n'appartient pas aux Saoudiens, mais à tous les peuples musulmans. Nous appelons à ce que les lieux saints de l'Islam soient confiés désormais à la gestion d'un conseil de théologues musulmans », a-t-il dit.

A l'issue de la réunion, le Front islamique du Salut a adopté un texte en sept points appelant notamment les peuples musulmans à « libérer les lieux saints » de la présence de forces étrangères. Le document appelle les peuples musulmans à « la lutte pour la libération des lieux saints de l'Islam de la présence de forces colonialistes américaines et autres » (occidentales). Il condamne l'appel lancé par l'Arabie saoudite à ces forces, soulignant que le Coran « interdit de faire appel aux juifs et aux chrétiens pour combattre d'autres musulmans ». — (AFP)

Les derniers mouvements de troupes

Selon M. Cheney, l'engagement militaire américain en Arabie saoudite est « à long terme »

L'engagement militaire américain en Arabie saoudite est un engagement « à long terme », a déclaré, vendredi 17 août, le secrétaire américain à la Défense, M. Richard Cheney, dans l'avion qui l'emmenait en Arabie saoudite. Laissant entendre que cet engagement pourrait durer « plusieurs années », M. Cheney a ajouté que cela « dépendra des développements » de la situation, avant de conclure : « Ce que nous faisons maintenant, c'est exécuter la promesse que nous avons faite à l'Arabie saoudite il y a dix jours, et cette promesse, c'est d'envoyer beaucoup de forces, assez pour faire ce que le président nous ordonne de faire ».

Les Etats-Unis, qui ont autorisés la veille leurs bateaux à utiliser le « minimum de force nécessaire » ont affirmé vendredi avoir le droit de faire respecter militairement l'embargo économique dans la région du Golfe, en dépit des réticences des Nations unies. De son côté, la Jordanie s'est dit prête à appliquer les sanctions des Nations unies et à empêcher les marchands destinés à l'Irak de traverser son territoire. Interrogé par une télévision britannique, le prince Hassan, frère du roi Hussein, a déclaré : « Si nous avons été accusés d'ambiguïté, je voudrais seulement dire que c'est injuste (...) car la Jordanie, guerre ou paix, est le pays qui risque de souffrir le plus ». Dans le port jordanien d'Akaba, selon le journal de la compagnie d'assurances Lloyd's, le débarquement des cargaisons a chuté de 80 % et le nombre de navires faisant escale de 50 %. Enfin l'Espagne a contraint vendredi un cargo koweïtien à quitter le port de Barcelone tandis qu'un second

pétrolier irakien, l'Al-Fao, était refoulé au terminal pétrolier saoudien de Mouadiz sur la mer Rouge. Lundi dernier, un premier pétrolier, l'Al-Qadisiyah s'était vu refuser l'accès au terminal.

Samedi 18 août, les derniers mouvements de troupes et de matériels s'établissent comme suit :

● Etats-Unis : le président Bush s'apprête à faire appel à certains réserves militaires, probablement à des officiers militaires et autres spécialistes, indiquant-on vendredi de source proche du Pentagone. Une décision définitive à ce sujet devrait être prise samedi ou dimanche. En outre, jusqu'à trente-huit avions commerciaux vont être mis à la disposition des forces armées américaines pour assurer le transport des troupes, selon le département de la Défense. C'est la première fois qu'une partie de la flotte civile est requise depuis qu'un programme prévoyant cette possibilité a été instauré dans les années 50. Enfin les Etats-Unis ont annulé leur participation aux grandes manœuvres navales de l'OTAN prévues pour septembre en Norvège, en raison de la crise dans le Golfe à fait savoir vendredi le ministre norvégien de la Défense.

● France : le ministre français de la Défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a annoncé vendredi que le porte avions *Foch* était prêt à appareiller. Le bâtiment est actuellement à Toulon, en temps normal 1600 hommes se trouvent à bord.

● RFA : la RFA va prêter aux forces américaines dans le Golfe des chars spéciaux pour détecter les gaz toxiques, a annoncé vendredi le ministère de la Défense ouest-allemand. Bonn devrait envoyer prochainement dix chars de type Fuchs (Renard) capables de détecter les gaz irritants.

● Belgique : les trois bateaux de guerre que la Belgique a décidé d'envoyer en direction du Golfe ont appareillé vendredi matin. Il

s'agit d'un navire de soutien, le *Zinia*, et de deux chasseurs de mines, le *Myosotis* et l'*Iriss*.

● Japon : le Japon pourrait prendre des mesures « sans précédent » dans la région du Golfe pour contribuer à faire respecter l'embargo contre l'Irak, a annoncé vendredi le porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères, M. Taizo Watanabe. « Nous étudions toutes les mesures qui ne sont pas interdites par la Constitution », a déclaré M. Watanabe qui n'a pas exclu la possibilité que le Japon envoie des dragueurs de mines dans le Golfe et des unités militaires « non combattantes », spécialisées dans les transports et les communications, en Arabie saoudite. M. Watanabe a cependant indiqué que, dans ce cas, le Parlement japonais pourrait être appelé à amender la loi sur l'utilisation des forces d'autodéfense qui, comme leur nom l'indique, ont un caractère purement défensif fixé par la Constitution et ne peuvent pas opérer en dehors des frontières du Japon.

● Turquie : Ankara a renforcé de 10 000 hommes sa 11^e armée qui défend ses frontières sud, ce qui porte à 70 000 soldats les effectifs dans la région.

● Bahreïn : l'Etat de Bahreïn a accepté d'accorder des facilités à la Royal Air Force qui se déploie actuellement dans la région du Golfe, a annoncé le gouvernement britannique. « Nos appareils effectuent une rotation à Bahreïn où nous ne disposons pas de bases (aériennes) permanentes » a déclaré vendredi le secrétaire britannique à la Défense, M. Alan Clark, en visite pour vingt-quatre heures à Bahreïn.

● Irak : deux navires irakiens ont été interceptés vendredi dans le Golfe par la marine américaine qui les a laissés continuer leur route car ils n'étaient pas chargés, a annoncé le Pentagone.

Accusant l'Irak de « perfidie »

M. Gorbatchev confirme que l'URSS n'agira « que dans le cadre d'efforts collectifs »

L'URSS n'agira « que dans le cadre d'efforts collectifs » pour régler la crise du Golfe, a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev vendredi 17 août à Odessa (Ukraine), qualifiant de « perfidie » l'invasion du Koweït par l'Irak, selon le compte rendu de l'agence Tass.

« Nous avons assisté à un acte de perfidie et à une violation flagrante de la loi internationale et de la charte des Nations unies, en bref, à une violation de tout ce dans quoi la communauté internationale place aujourd'hui ses espoirs, en cherchant à mettre la civilisation sur la voie du développement pacifique », a déclaré le président soviétique, qui s'adressait à des soldats et officiers venant de participer à des manœuvres à Odessa, sur la mer Noire.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak dans la nuit du 1^{er} au 2 août, il s'agit de la première réaction publique de M. Gorbatchev, en vacances en Crimée, sur la mer Noire.

« Nous comptons sur la raison et la responsabilité des Etats arabes et de leurs organisations régionales. Nous faisons confiance aux pouvoirs et aux droits de l'Organisation des Nations unies et du Conseil de sécurité », a

ajouté le président soviétique, qui a poursuivi : « Il est important non seulement de faire cesser les activités militaires, mais aussi de les empêcher de s'étendre à d'autres pays. Il est important de restaurer le respect des lois internationales ».

L'attitude soviétique à l'égard de l'agression irakienne doit être vue dans le contexte des changements fondamentaux dans le monde et de la nouvelle politique étrangère soviétique, a dit M. Gorbatchev, selon l'agence officielle soviétique. « En fait, a-t-il souligné, nous n'avons pas eu le choix, comme le plupart des Etats. L'usage de la force pour redessiner des frontières, et notamment pour annexer un pays souverain, fait craindre une chaîne dangereuse de réactions mettant en péril la communauté mondiale tout entière ».

« Pour nous, réagir d'une manière différente aurait été encore plus inacceptable, du fait que l'acte d'agression a été commis avec l'aide de nos armes, que nous avons accepté de vendre à l'Irak pour maintenir sa capacité de défense et non pour s'emparer de territoires étrangers ou de pays entiers », a conclu le président soviétique.

Premier fournisseur d'armes de l'Irak, l'URSS a condamné le régime

de Bagdad et suspendu ses livraisons d'armement quelques heures après l'invasion du Koweït. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont ensuite lancé un appel commun sans précédent à un embargo mondial sur les livraisons d'armes à l'Irak.

M. Chevènement : une situation « explosive »

S'adressant aux journalistes après ses entretiens avec le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, M. Chevènement n'a pas caché son pessimisme sur la situation dans le Golfe, qu'il a qualifié d'« explosive ». « Si la tension persiste, je pense que le Conseil de sécurité agira de façon plus active et résolue », a-t-il dit, évoquant la possibilité d'un recours au Comité militaire de l'ONU. Le chef de la diplomatie soviétique s'est montré très mesuré sur la présence des troupes américaines en Arabie saoudite, estimant qu'elle revêtait un caractère « provisoire ». Face à la dégradation de la situation, Moscou et Washington veulent minimiser leurs éventuelles divergences d'analyses. — (AFP)

سكذامن زلايل

LA CRISE DU GOLFE

Dans les Emirats

La population s'inquiète des risques de guerre chimique

DUBAÏ

correspondance

Dans les Emirats, l'ambiance est à la morosité. Depuis près d'une semaine, ce sont les armes chimiques qui constituent le principal sujet de conversation. Très précisément depuis que le président George Bush a révélé que des missiles sol-sol avaient été déployés par les Irakiens au Koweït. Aussi, chacun s'est mis à spéculer : ces missiles peuvent-ils atteindre Dubaï ? Les plus optimistes insistent sur l'imprécision des fusées irakiennes (ils l'ont lu dans les journaux), les autres s'inquiètent de savoir comment se protéger contre les armes chimiques. Mais tous s'accordent sur un point : M. Saddam Hussein ne reculerait pas devant leur emploi.

Pourtant, si l'inquiétude est présente, nulle part on a signalé de débuts de panique malgré la diffusion dans certains hôtels de Dubaï, Abou-Dhabi, de Bahreïn ou de Ryad, de tracts alarmistes, expliquant comment se protéger contre les gaz, signés d'une association d'expatriés anglo-saxons.



Fineline 30

La République du 18 août

En quinze jours, les Arabes du Golfe sont devenus des experts en stratégie. Les journaux s'expriment à leurs lecteurs sur les préparatifs militaires en cours. La télévision diffuse à longueur de bulletins des images de navires de guerre américains, britanniques ou français patrouillant dans le Golfe ou en mer d'Oman. Cette présence ne pose pas de problèmes de conscience aux habitants de la région.

Dans un premier temps, pourtant, ils étaient partagés. Au fond d'eux-mêmes, la plupart souhaitaient une intervention des Etats-Unis, mais ils en redoutaient les conséquences. En fait, c'est M. Saddam Hussein lui-même, par la brutalité de ses discours, qui a aidé les citoyens des pétro-monarchies à se libérer de leur ambivalence.

Désormais, c'est la fermeté qui domine : on ne trouve plus personne pour croire encore à un compromis avec le leader irakien. « Je prie pour qu'on nous délivre confie un étudiant abou-dhabien. Que les Américains bombardent sa maison comme ils l'ont fait avec Kadhafi. Et même si ce sont les Israéliens qui s'en chargent, cela ne me gêne pas car ce que Saddam a fait à Koweït, il est prêt à le recommencer avec nous ! »

La confiance, certes teintée d'anxiété, est revenue dans les monarchies de la péninsule arabique. Le

pois formidable de la machine de guerre américaine s'est mis à leur service avec, à leurs côtés, les forces égyptiennes dont les Hercules 130 camouflés couleur sable se posent à l'occasion entre deux avions de ligne sur l'aéroport international de Dubaï. Les techniciens militaires français ne sont pas en reste. Un certain nombre d'entre eux sont arrivés au cours des derniers jours à Abou-Dhabi, ainsi que dans d'autres emirats du Golfe pour épauler ceux qui étaient déjà présents. Dans leurs bagages, ils ont emporté des dizaines de milliers de masques à gaz.

Les réfugiés koweïtiens

Dans les Emirats arabes unis, dont l'armée de 50 000 hommes est majoritairement composée d'étrangers - Pakistais, Yéménites, Mauritanais, - les autorités ont lancé samedi un appel à la conscription des jeunes citoyens, selon le quotidien *Al Khaliq*.

Le lendemain, 3 000 volontaires s'étaient présentés dans les divers centres de recrutement du pays. Le journal affirme qu'un certain nombre d'expatriés arabes ont fait de même. Il leur a été répondu que cet appel était exclusivement réservé aux jeunes gens ayant la nationalité des Emirats.

Dans le même temps, la presse exalte la « résistance » koweïtienne. Les jeunes Koweïtiens présents à Dubaï et Abou-Dhabi se disent prêts à se battre pour libérer leur pays et se sont mis à la disposition de leur ambassade. Dimanche, l'ambassadeur du Koweït à Abou-Dhabi a lui-même conduit une manifestation anti-irakienne de réfugiés koweïtiens.

Refugiés. Le mot sonne étrangement s'agissant de ressortissants de ce qui, voici quinze jours à peine, était l'Éldorado par excellence. Ils sont pourtant plus de 6 000 à avoir trouvé refuge aux Emirats arabes unis après l'invasion du 2 août, et quelques milliers d'autres dans les monarchies voisines. Quelques-uns ont réussi à fuir le Koweït. La plupart ont interrompu leurs vacances en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis pour se rapprocher de leur patrie avec l'espoir d'y retourner dès que possible.

Mais, du jour au lendemain, ces riches Koweïtiens se sont retrouvés démunis. Le dinar du Koweït ne vaut plus rien et leurs cartes de crédit sont rejetées par les banques : c'est la conséquence du gel des avoirs koweïtiens. Il leur faut donc vivre de « l'hospitalité » du gouvernement des Emirats arabes unis qui leur paient le séjour à l'hôtel et de la générosité des associations caritatives du pays qui se sont mobilisées pour venir à leur secours.

Pour tromper l'ennui de ces longues heures d'attente, nombre d'entre eux tiennent conseil en permanence dans une salle de l'hôtel à l'affût de la moindre nouvelle, échafaudant des scénarios de reconquête.

Les Palestiniens ? Des ingrats

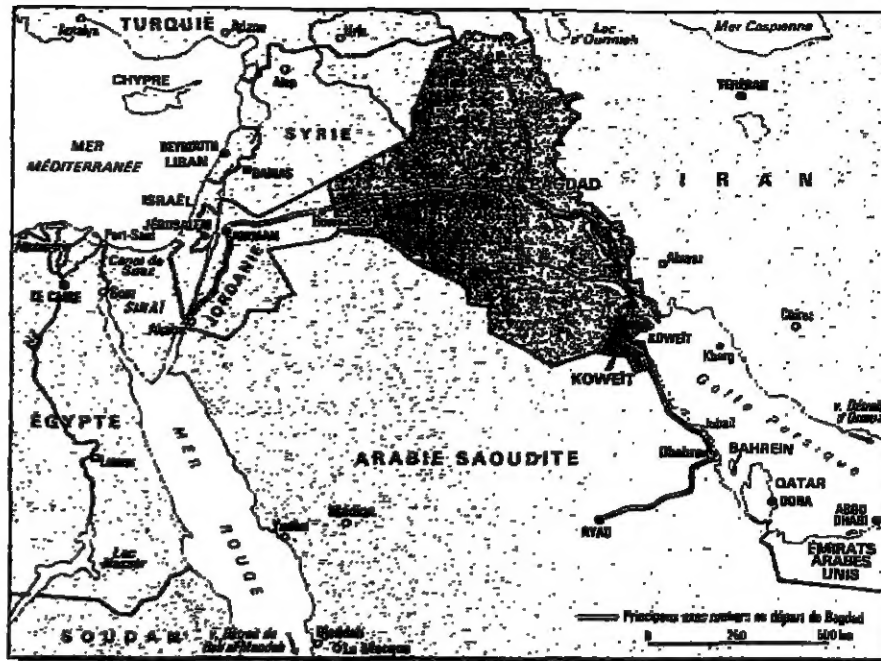
S'ils ne montrent guère d'indulgence pour la Ligue arabe et ses tergiversations, ils sont impitoyables pour ceux de leurs frères qui ont fait défaut en ces temps de malheur. « Maintenant au moins, nous savons qui sont nos vrais amis », commente l'un d'eux, désabusé. Ce sont surtout les Jordaniens et les Palestiniens qui sont l'objet de leur colère. Ce sentiment

est largement partagé dans l'ensemble des monarchies du Golfe.

« Ces gens sont des ingrats », s'indigne un homme d'affaires de Dubaï. La dynastie d'Al Sabah s'est montrée très généreuse avec les Palestiniens, et voilà comment Arafat la remercie. Au nom de quoi les Palestiniens qui demandent à juste titre une patrie pour eux-mêmes démentent-ils ce droit au Koweït ? Et notre interlocuteur de prédire : « Quand toute cette affaire sera terminée, l'OLP pourra toujours aller mendier auprès de Djibouti ou de la Mauritanie. »

Quant aux Jordaniens, ils subissent les conséquences de leur soutien à Bagdad. Selon le *Gulf News* de Dubaï, l'Arabie saoudite interdit désormais l'accès de son territoire aux camions immatriculés en Jordanie. Prétexte invoqué : les routes sont fermées au trafic civil en raison des mouvements de troupes. Pour le consommateur des Emirats, cela signifie que le prix des fruits et légumes va flamber : 30 % des importations de légumes des Emirats arabes unis provenaient de Jordanie.

OLIVIER DA LAGE



Surenchère

Suite de la première page

La guerre chimique fit sa première apparition officielle le 22 avril 1915. Ce jour-là, les Allemands déversèrent sur les lignes françaises 168 tonnes de chlore contenus dans des cylindres. Bilan : cinq mille morts sur quinze mille soldats gazés. Très vite, les chimistes des deux camps perfectionnèrent cette arme tellement efficace. Après le chlore, le phosgène, puis l'ypérite (ou gaz moutarde), qui attaque la peau et les yeux autant que le tissu pulmonaire, s'éleva le mot dans les tranchées.

En 1936, des recherches menées en Allemagne pour améliorer les insecticides aboutirent à la découverte du premier gaz de combat neurotoxique : le Tabun. Cette nouvelle filière donna aussi le Sarin et le Soman. En 1952, les redoutables « agents V » dont le plus célèbre est aujourd'hui le VX, viendront compléter cette gamme, grâce à des travaux menés en Grande-Bretagne par la firme ICI.

Contrairement aux « toxiques » comme le phosgène ou l'ypérite, les neurotoxiques ne sont pas vraiment des gaz, mais des liquides plus ou moins volatils, incolores et pratiquement inodores, que l'on peut répandre par voie aérienne sous forme de vapeur ou d'aérosols. Leur efficacité est redoutable : la « dose létale » (suffisante pour tuer 50 % des personnes exposées sans protection) du VX, par exemple, n'est que de 10 milligrammes par mètre cube d'air pollué !

Les neurotoxiques inhibent la production d'acétylcholinestérase, une enzyme qui joue un rôle essentiel dans la transmission de l'impulsion nerveuse aux muscles. Les premiers symptômes consistent en une sudation excessive accompagnée de

vomissements. « La perte du contrôle musculaire provoque ensuite une sensation d'oppression à l'intérieur de la cage thoracique, suivie de convulsions et, au stade ultime, de la mort par asphyxie. » (1)

Des insecticides pour hommes en quelque sorte, qui agissent exactement comme les substances contenues dans les bombes aérosols destinées à anéantir les moustiques. A dose létale, la mort est quasiment instantanée. Mais, en dessous, les effets se cumulent en fonction du temps d'exposition.

Un traitement difficile

La parade médicale est délicate. Les armées modernes disposent d'une troupe de secours comportant une sorte de bouclier chimique. En cas de risque d'attaque par gaz, les soldats peuvent absorber des comprimés d'un composé (la pyridostigmine) qui bloque la production d'acétylcholinestérase, exactement comme le gaz de combat neurotoxique, mais de manière réversible, explique M. Pierre Ricard, ancien responsable des services militaires français de recherche en matière de défense chimique et biologique.

Soigneusement dosé, ce « médicament » neutralise 30 % des sites de sécrétion de l'acétylcholinestérase, sans gêner pour le sujet, les protégeant ainsi de l'attaque du gaz. Si le soldat est gazé, il lui suffit de s'injecter immédiatement, à l'aide d'un seringue automatique, un composé qui annule l'effet de ses comprimés. Avec 30 % d'acétylcholinestérase, il dispose alors d'une demi-heure de sursis pour un traitement médical plus poussé. « Cela fonctionne très bien pour le VX et le Sarin, plus difficilement pour le Tabun. Avec le Soman, tout traitement est irréversible, tout traitement est très délicat », affirme M. Ricard.

Un équipement contraignant

La meilleure parade reste évidemment le masque à gaz. Mais ce dernier ne suffit pas pour se protéger du VX et du Soman, qui passent à travers les pores de la peau, ou de l'ypérite, qui l'attaque. Des vêtements de protection sont alors indispensables. Dans les armées modernes, les lourdes combinaisons d'antan totalement étanches, taillées dans un caoutchouc spécial, ont été remplacées par des vêtements de textile « non tissé », garni de charbon actif, qui, un peu à la manière d'un « masque à gaz corporel », laissent passer l'air mais pas le produit toxique.

Cependant, souligne M. Ricard, les masques à gaz entraînent évidemment une certaine gêne respiratoire. Et, s'ils sont plus légers que les combinaisons caoutchoutées, ces habits restent très inconfortables, surtout sous un climat aussi chaud que celui du Golfe. L'efficacité de cet équipe-

ment n'est, en outre, pas totale. Les experts l'estiment entre 75 % et 95 %, en fonction de l'entraînement des soldats et de leur rapidité à s'équiper.

Aujourd'hui, toutes les armées modernes ont pris en compte l'arme chimique. Elles sont équipées et entraînées en conséquence, et les gaz de combat ne représentent plus pour elles qu'une contrainte susceptible de gêner leurs mouvements et de ralentir leur action.

Mais la menace chimique - tout comme la force de dissuasion nucléaire - vise avant tout les populations civiles, très difficiles à protéger. Elle présente même l'avantage de « préserver l'environnement » : la décontamination est assez simple, et la zone gazée est accessible sans protection assez rapidement (au bout de quelques heures pour le Sarin, quelques jours pour le VX, quelques semaines pour l'ypérite).

Le protocole de Genève de 1925, signé par cent vingt-six pays (dont l'Irak), interdit l'emploi des armes chimiques mais ne prohibe pas leur production. Dans le cadre de leurs discussions sur le désarmement, l'URSS et les Etats-Unis sont tombés d'accord pour détruire « l'essentiel » de leur arsenal chimique (le *Monde* du 27 septembre 1989, et daté 11-12 février 1990).

Avec l'aide de firmes allemandes

Les Soviétiques avaient détenu un stock de 50 000 tonnes (six fois plus en réalité, selon certains experts), tandis que celui des Américains est évalué à 30 000 ou 40 000 tonnes. Si la France affirme officiellement se contenter de recherches défensives dans ce domaine, des experts étrangers évaluent ses réserves à quelques centaines de tonnes. Trop peu pour mener une guerre chimique, mais suffisamment pour des actions de représailles.

Mais les gaz de combat sont très faciles à fabriquer, souvent à partir de substances pouvant être d'un usage industriel assez courant. Et un complexe chimique militaire ressemble étonnamment à une simple usine d'insecticides. Leur prolifération est donc particulièrement difficile à éviter et beaucoup d'autres pays en disposent probablement. La Libye a ainsi été accusée par les Américains d'avoir construit à Rabta « ce qui pourrait être le plus grand complexe chimique militaire du tiers-monde ». La Syrie et, surtout, l'Iran se seraient lancés dans la production d'ypérite et de neurotoxiques depuis cinq ou six ans.

Pour l'Irak, le doute n'est plus permis : ses troupes ont employé de l'ypérite et du Tabun en 1983 et 1984, durant la guerre contre l'Iran, et le bombardement chimique (par avion) de la ville kurde de Halabja fit 5 000 morts le 17 mars 1988. M. William Webster, directeur de la CIA, a affirmé en février 1989 aux parlementaires américains que l'Irak possédait « plusieurs milliers de tonnes » d'ypérite, de Tabun et de Sarin, fabriqués principalement à Samarra, à 70 kilomètres au nord-est de Bagdad.

Il a accusé - des firmes et des individus d'Europe de l'Ouest - d'avoir aidé les Irakiens dans ce domaine. L'hebdomadaire *Der Spiegel* a mis en cause à ce sujet plusieurs firmes ouest-allemandes, dans son édition du 13 août. Vendredi 17 août, le parquet de Darmstadt a même annoncé l'arrestation et la mise sous mandat d'arrêt de sept personnes (des collaborateurs de firmes ouest-allemandes et un agent des services d'espionnage de RFA), soupçonnées d'être impliquées dans la livraison à Bagdad de matériel destiné à la production d'armes chimiques.

Le président Saddam Hussein a annoncé récemment que son pays détenait l'arme chimique binaire « que seuls les Etats-Unis et l'URSS possèdent ». Sous ce terme inquiétant se cache simplement un mode de conditionnement du gaz en deux produits, ne devenant actifs que s'ils sont mélangés. Cela ne rend pas l'arme chimique plus dangereuse, mais facilite en revanche les manipulations et réduit les risques pour les troupes qui l'utilisent. Le message était clair et significatif en substance : « Nous maîtrisons les techniques les plus avancées dans ce domaine ».

Cette menace est à prendre d'autant plus au sérieux que les Irakiens ont, par ailleurs, modifié le missile soviétique Scud, pour en faire un engin balistique d'une portée d'environ 900 kilomètres (contre 300 à l'origine). Ils ont aussi testé le 5 décembre dernier une fusée de 48 tonnes (le *Monde* du 9 décembre 1989) qui, estime un expert français, pourrait facilement être transformée en missile balistique susceptible de lancer une tête chimique de 500 kilogrammes à 1 000 kilomètres. En annonçant ce tir, le gouvernement de Bagdad avait affirmé d'autre part que le centre de recherches de l'armée irakienne avait mis au point deux types de missiles sol-sol d'une portée de 2 000 kilomètres.

Rien ne permet de confirmer la réalité de cette dernière information, et la fusée irakienne n'est probablement pas encore vraiment opérationnelle. En revanche, les missiles Scud modifiés ont été employés pour bombarder des villes irakiennes. Avec des charges explosives conventionnelles, il est vrai. Mais, assure le même expert français, « les techniciens irakiens sont probablement très capables d'adapter des têtes chimiques ».

Saddam Hussein utilisera-t-il sa panoplie chimique ? « La mise en garde de Washington laisse entendre clairement que, dans ce cas, la riposte serait sévère », souligne un officier français. N'oublions pas que les Américains disposent eux aussi de la même arme. Or, si les Allemands n'ont pas utilisé les gaz dont ils disposaient durant la seconde guerre mondiale, c'est précisément en raison de la menace de représailles du même ordre brandie par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La dissuasion, par définition, fonctionne - en principe - dans les deux sens...

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Sean Murphy, la Recherche, janvier 1985.

Bagdad et Téhéran ont commencé l'échange de leurs prisonniers

En pleine crise du Golfe, la paix a commencé vendredi 17 août entre l'Iran et l'Irak, avec la libération de part et d'autre de premiers contingents de prisonniers de guerre et le début du retrait des forces irakiennes des territoires qu'elles occupent toujours en Iran.

Deux ans après le cessez-le-feu du 20 août 1988, qui avait mis fin à une guerre meurtrière de huit ans, 1 000 des soldats iraniens détenus par l'Irak depuis les premières années du conflit sont « retournés au pays » (nos dernières éditions du 18 août).

Téhéran, qui n'a toujours pas répondu à la sensationnelle offre de paix que lui a faite mercredi le président irakien Saddam Hussein, a tenu à ne pas laisser sans réponse ce « geste irakien » et a libéré exac-

tement le même nombre de soldats irakiens qui étaient détenus dans des camps de la capitale iranienne.

Les médias officiels iraniens ont d'autre part confirmé le début du retrait des forces irakiennes annoncé par Bagdad. Selon Téhéran, l'armée irakienne avait continué, après le cessez-le-feu, d'occuper 2 600 kilomètres carrés de territoires iraniens, en des points stratégiques répartis sur toute la frontière irano-irakienne.

Dans le même temps, les dirigeants iraniens ont continué à travailler à la réponse que le président Ali Akbar Hachemi-Rafsanjani doit faire à son homologue irakien. Des rumeurs persistantes mais non confirmées officiellement font état de la présence à Téhéran du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui poursuivait les pourparlers avec les dirigeants iraniens.

Téhéran, qui a accueilli avec « optimisme et satisfaction » les propositions irakiennes, est confronté à la tâche difficile de faire une réponse qui satisfasse Bagdad sans impliquer l'Iran dans le conflit provoqué par l'occupation irakienne du Koweït, condamnée par le gouvernement iranien. Dans les milieux diplomatiques de Téhéran, l'impression prévaut que M. Rafsanjani, l'homme de l'ouverture de la République à l'Occident, saura « empêcher la paix » sans s'engager dans aucune forme d'alliance avec Bagdad, mis au ban de la communauté internationale.

Le nombre de prisonniers de guerre des deux pays est évalué à quelque 100 000 (70 000 Irakiens et 30 000 Iraniens). Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui supervise en Irak la libération des prisonniers iraniens, a prévu de les rapatrier au rythme de 1 000 par jour. - (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

L'armée prend position dans Soweto pour mettre fin aux affrontements

Vendredi 17 août au soir, les échanges de coups de feu continuent dans l'agglomération de Soweto, près de Johannesburg, où l'armée a pris position samedi matin pour mettre fin aux affrontements. Ces affrontements, qui ont pour théâtre les quartiers limitrophes des foyers de travailleurs où vivent les Zoulous partisans de l'Inkatha, opposent ces derniers aux résidents de ces quartiers, dans leur immense majorité favorables à l'ANC.

Des enfants, dont certains sont âgés de moins de dix ans, étaient postés autour de feux, aux coins des rues dont la plupart étaient barrées avec des pierres, de la ferraille et des pneus enflammés. Un travailleur zoulou, qui revenait du travail, a été brûlé avec de l'essence, mais un chauffeur d'ambulance a refusé de le prendre en charge : « Il n'est pas sûr pour nous d'aller dans la zone des foyers »,

a-t-il affirmé. Des témoins des deux camps ont fait part d'attaques à la lance ou de tirs contre des gens revenant du travail. Au moins deux personnes sont mortes vendredi matin, poignardées et jetées hors de trains.

Situation bloquée

Au foyer de Jabulani, plusieurs centaines de Zoulous, pour la plupart ivres, se sont rassemblés pour se préparer à une nuit de bataille, certains jurant de ne pas dormir « tant que la morgue ne serait pas remplie » et que « nous n'aurons pas rapporté de têtes (de résidents) à manger ».

« Nous arrêterons de combattre lorsque Butheletzi (le dirigeant du mouvement zoulou Inkatha) nous le dira et que Nelson Mandela (le vice-président de l'ANC) aura fait la paix avec lui et aura changé sa

politique », a indiqué un membre de l'Inkatha. De son côté, l'ANC affirme que « des éléments des services de sécurité de l'Etat » se trouvent derrière l'actuelle vague de violence et mènent « une campagne de déstabilisation délibérée planifiée et orchestrée ».

Par ailleurs, le « Forum de la paix » annoncé par M. Mandela et le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, ne s'est pas réuni vendredi comme prévu. Les policiers, qui tentent d'organiser des pourparlers de paix entre les dirigeants locaux des deux camps, ont annoncé qu'une telle rencontre n'aurait pas lieu avant samedi 18 août.

La situation semble donc bloquée et rien ne laisse prévoir un apaisement des combats, qui ont fait, d'après les derniers bilans, plus de deux cents morts et des centaines de blessés depuis le début de la semaine. — (AFP, Reuters.)

LIBÉRIA

Les combats s'enlisent à Monrovia

Dans la capitale Monrovia, où les forces de Charles Taylor, chef du Front National Patriote du Libéria (NPFL), continuent, vendredi 17 août, de s'opposer à celles du Président Doe — toujours retranché dans son palais —, aucun changement notable n'a été enregistré sur le terrain des affrontements.

Dans le même temps, alors qu'à Freetown (Sierra Leone), les premiers éléments de la force africaine d'interposition n'en finissent plus d'attendre, paralysés par des problèmes de logistique, à Banjul (Gambie), le président Jawara multiplie les initiatives diplomatiques pour tenter de débloquer un conflit qui dure depuis maintenant près de huit mois.

Chaque jour de s'interroger sur les motifs réels ayant entraîné le report de la visite de Charles Taylor, attendu lundi 20 août dans la capi-

tale gambienne. Le déplacement du dirigeant du NPFL revêt pour les observateurs une grande importance dans la mesure où le président Jawara entend user de tout son poids pour tenter de le convaincre d'accepter l'entrée en action au Libéria de la force d'interposition ouest-africaine, à laquelle il demeure, ces derniers jours encore, résolument hostile.

A Monrovia, où les combats s'enlisent, les rares étrangers demeurés encore en place ont continué d'être évacués. Les ambassadeurs de RFA et d'Egypte et le chargé d'affaires du Maroc sont arrivés dans la nuit de jeudi à vendredi à Danané (Côte d'Ivoire). En outre, environ trois cent trente Indiens du Libéria ont quitté le pays grâce aux marines américains, un peu plus d'une centaine étant toujours bloqués dans les zones de guerre. — (AFP.)

□ KENYA : demande d'une enquête publique après la mort de l'évêque Alexander Muge. — Les principaux dirigeants religieux ont demandé, vendredi 17 août, l'ouverture d'une enquête publique sur les circonstances du décès de l'évêque anglican Alexander Muge, tué dans un « accident » de voiture. Le Conseil des Eglises affirme que les conclusions d'une enquête préliminaire menée par les autorités religieuses « varient par rapport à celles de la police » et « suggèrent fortement une manipulation » de la vérité. — (AFP.)

□ MALI : une association de solidarité avec les Touaregs. — Une association, baptisée « TILALT » (« solidarité » en langue touareg), a été constituée vendredi 17 août à Paris par des Touaregs résidents en France afin « d'informer l'opinion publique de la situation qui prévaut au Niger et au Mali ». De son côté, le parti socialiste français proteste contre les « massacres » de plusieurs dizaines de Touaregs, dont a fait état Amnesty International. — (AFP.)

POLITIQUE

Les indemnités des élus en forte croissance

L'un des effets pervers de la décentralisation

Les indemnités perçues par les conseillers régionaux et généraux au titre de l'exercice de leur mandat ont crû de façon quasi exponentielle depuis la décentralisation de 1982. Les informations données à ce sujet par M. Pierre Joxe, en réponse aux questions écrites de M. René Dosière, député (PS) de l'Aisne (Journal officiel du 6 août), montrent que, s'agissant des conseillers généraux, leurs émoluments ont progressé de 94 % au total, de 1982 à 1987, et de 84 % en moyenne (compte tenu des créations de cantons) dans la même période. Quant à la rémunération des conseillers régionaux, elle avait été multipliée, au total, par près de trois en 1986, année où, désignés pour la première fois au suffrage universel, ils avaient augmenté en nombre, et elle a presque doublé, ensuite, de 1986 à 1988.

Parmi les conseils régionaux, le plus dispendieux est celui du Nord-Pas-de-Calais, dirigé par le PS (M. Noël Joseph) et dont les membres ont perçu, en 1987, 272 000 F d'indemnités ; viennent, ensuite, celui de Lorraine, que préside M. Jean-Marie Raesch, alors membre du CDS, avec 218 000 F d'indemnités moyennes, et celui d'Ile-de-France, dirigé par le RPR (M. Michel Giraud, auquel a succédé, depuis, M. Pierre-Charles Krieg), avec 197 000 F.

Les conseillers généraux les mieux payés de France sont ceux des Hauts-de-Seine, département qui bénéficie des plus fortes redevances fiscales et dont l'assemblée, présidée par M. Charles Pasqua (RPR), a assuré à chacun de ses membres près de 258 000 F d'indemnités en 1987. Cependant, la Seine-Saint-Denis, réputée plus pauvre et qui, sous la direction du Parti communiste (M. Georges Valbon), se prévaut d'une gestion austère, suit de près son opulent

voisin, avec 225 000 F d'indemnités pour chacun de ses conseillers. A l'opposé, la rémunération la plus faible se rencontre en Corrèze, département dont M. Jacques Chirac est député et dont les conseillers généraux, sous la houlette de M. Charles Ceyrac (RPR), ont perçu, chacun, moins de 32 000 F en 1987.

La Corrèze est l'un des six départements où l'indemnité moyenne a diminué de 1982 à 1987. Partout ailleurs, les conseils généraux ont augmenté leur propre rémunération, dans des proportions qui excèdent largement la hausse du coût de la vie, celle du salaire horaire et celle, des budgets de fonctionnement départementaux. S'il est vrai que les indemnités des conseillers ne représentent, globalement, que 0,53 % de ces budgets (4,4 % des dépenses de personnel), leur augmentation ne peut être justifiée par

la surcharge de travail résultant de la décentralisation.

Elle représente, en fait, un des effets pervers de la dévolution de pouvoirs aux élus et, principalement, aux présidents des assemblées locales. Les avantages financiers et en nature confortent les liens féodaux et clientélistes que les nouveaux « patrons » des départements et, dans une moindre mesure, ceux des régions, tissent avec les élus. Conscient de ce problème, M. Marcel Debarge, sénateur de la Seine-Saint-Denis et numéro deux du PS, auteur d'un projet de statut de l'élu, recommandait, au printemps dernier, de compléter la limitation du cumul des mandats par celle des indemnités, dont il proposait que, toutes fonctions électives confondues, elles ne puissent représenter plus d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base (environ 27 000 F par mois).

Indemnités des conseillers généraux

(Montant annuel moyen par conseiller en 1987, en francs)	
Ain	68 000
Aisne	124 672
Allier	106 333
Alpes-de-Haute-Provence	90 516
Alpes (Hautes)	46 682
Alpes-Maritimes	149 968
Ardèche	80 127
Ardennes	131 340
Ariège	77 787
Aube	115 685
Aude	90 271
Avignon	57 414
Bouches-du-Rhône	139 264
Calvados	66 716
Cantal	43 902
Charente	94 228
Charente-Maritime	69 468
Cher	86 030
Corrèze	31 876
Corse (Haute)	39 000
Corse-du-Sud	64 697
Côte-d'Or	60 720
Côte-d'Armor	57 660
Creuse	37 308
Dordogne	108 976
Doubs	118 426
Drôme	146 450
Eure	102 000
Eure-et-Loire	59 860
Finistère	138 038
Gard	100 000
Garonne (Haute)	155 459
Gers	80 234
Gironde	56 052
Hérault	167 169
Ile-et-Vilaine	100 746
Indre	79 729
Indre-et-Loire	91 900
Isère	110 506
Jura	80 458
Landes	81 965
Loir-et-Cher	81 820
Loire	116 464
Loire (Haute)	43 976
Loire-Atlantique	83 320
Lot	39 824
Lot-et-Garonne	109 779
Lozère	36 371
Maine-et-Loire	91 635
Mayenne	77 263
Mayotte	98 553
Meuse	62 200
Mayenne	67 747
Meurthe-et-Moselle	183 508
Meuse	149 508
Morbihan	92 908
Moselle	140 601
Nièvre	60 897
Nord	151 310
Oise	158 665
Orne	140 917
Pas-de-Calais	193 917
Puy-de-Dôme	81 342
Pyrenées-Atlantiques	153 470
Pyrenées (Hautes)	43 298
Pyrenées-Orientales	120 237
Rhône	115 516
Rhône (Bas)	94 201
Rhône (Haut)	175 638
Saône	74 936
Saône-et-Loire	89 494
Sarthe	87 417
Savoie	109 955
Savoie (Haute)	107 181
Seine-Maritime	115 716
Seine (Ouest)	107 921
Somme	118 668
Tarn	59 550
Tarn-et-Garonne	82 035
Vaucluse	220 833
Vendée	70 435
Vienne	98 299
Vienne (Haute)	73 704
Vosges	139 782
Yonne	115 716
Territoire de Belfort	60 300

Départements d'outre-mer	
La Guadeloupe	69 445
Guyane	38 963
La Martinique	49 149
La Réunion	43 723
Saint-Pierre-et-Miquelon	9 600

Indemnités des conseillers régionaux

(Montant annuel moyen par conseiller en 1987, en francs)	
Alsace	121 194
Aquitaine	136 800
Auvergne	74 468
Bretagne	94 807
Bretagne	93 203
Centre	106 116
Champagne-Ardenne	75 000
Corse	30 504
Franche-Comté	73 670
Ile-de-France	194 444
Langues-Roussillon	78 188
Limousin	63 836
Lorraine	218 375
Midi-Pyrénées	128 804
Nord-Pas-de-Calais	272 080
Normandie (Basse)	79 867
Normandie (Haute)	72 518
Pays de la Loire	70 045
Picardie	142 524
Poitou-Charentes	132 384
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	94 419
Rhône-Alpes	131 085

POINT DE VUE

Statut des élus locaux : il y a urgence

par René Dosière

La décentralisation a augmenté la charge de travail des élus locaux, notamment de ceux qui exercent des responsabilités exécutives, mais elle n'a pas modifié le statut de ces élus. La fiction, selon laquelle les fonctions locales sont exercées en sus ou à côté de l'activité professionnelle, continue à vivre. Ainsi, un président de conseil régional ou général qui, depuis 1982, exerce des prérogatives jusqu'alors attribuées aux préfets ou à des hauts fonctionnaires, ne dispose d'aucun statut social ou fiscal. S'il n'est pas parlementaire, il doit souscrire une assurance volontaire pour être couvert, ainsi que sa famille, par la Sécurité sociale. Le montant de la cotisation n'est pas simple d'ailleurs à déterminer, l'intéressé ne disposant, finalement, d'aucun revenu.

En effet, en l'absence de rémunération, il perdrait des indemnités qui ne sont pas impossibles. Longtemps encadrées, ces indemnités sont, maintenant, librement fixées par chaque assemblée locale (à l'exception des maires et adjoints dont l'indemnité est fixée par décret). On conçoit qu'elles aient été revues à la hausse, dans des conditions qui, aujourd'hui, posent un véritable problème.

En 1987, l'indemnité moyenne d'un conseiller général atteignait en métropole 116 000 F, soit davantage que le salaire moyen (imposable) du secteur privé et semi-public (98 000 F). Depuis 1982, cette indemnité a augmenté de 84 %. Bien entendu, ce chiffre moyen recouvre des différences sensibles,

les extrêmes allant de 32 000 F à 258 000 F, soit un écart de 1 à 8. Quant aux conseillers régionaux, le montant global, national, de leurs indemnités est passé de 6 millions de francs en 1981 à 16 millions en 1987, 4,1 millions en 1985, 117 millions en 1988 (année de l'élection au suffrage universel, avec augmentation du nombre de conseillers régionaux, pour atteindre 226 millions de francs en 1988). Il en résulte que, dans les cas les plus « favorables », le cumul — possible — des fonctions de conseiller général et régional aboutit à une indemnité moyenne supérieure à 400 000 F.

Sans doute ce niveau élevé prend-il en compte des cotisations à des caisses de retraite, puisque, en l'absence d'activité professionnelle, ce qui peut être le cas, — les droits à la retraite sont suspendus. Toutefois, au stade où l'on est parvenu, il convient de réfléchir, sous peine de mettre en péril l'attachement des Français à notre système de démocratie locale.

La rémunération des fonctions électives locales doit être clairement établie, car c'est la condition d'un accès de toutes les catégories socioprofessionnelles à la gestion des affaires publiques. Ce principe fut d'ailleurs évoqué, en 1884, lors du vote de la loi municipale, dont l'esprit, qui inspire encore notre système local, est bien résumé par le terme local, est bien résumé par le terme local, est bien résumé par le terme local : « Ce serait déstabiliser le caractère des fonctions municipales que de rétribuer, par un traitement, les services désintéressés des nota-

bles qui sollicitent et reçoivent l'honneur de donner une part de leur temps et de leurs activités à la cité. » Qui oserait, aujourd'hui, limiter la gestion des affaires publiques aux « notables », que le Robert définit comme « celui qui occupe une position sociale importante » ?

La démocratie doit s'ouvrir à l'ensemble des citoyens, mais les conditions de cette rémunération doivent être claires et transparentes. Maintenir la discrétion qui entoure le régime indemnitaire des élus locaux ne peut que favoriser excès et injustices. L'imposition fiscale est donc nécessaire. Alors que le Parlement vient de voter, pour les départements, la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par une taxe départementale sur le revenu, il serait paradoxal que les conseillers généraux, du fait de leur indemnisation, y échappent. Il conviendrait, également, de plafonner le montant total des indemnités qu'un élu est susceptible de percevoir, la loi sur le cumul des mandats ne réglant pas toutes les situations de cumul.

C'est dire l'urgence d'un véritable statut des élus locaux, annoncé par le ministre de l'Intérieur. En différer plus longtemps le dépôt et la discussion ne pourrait que porter tort à la démocratie locale. Celle-ci ne se réduit pas, bien sûr, à ce seul aspect, mais il en constitue un élément important.

► M. René Dosière est député (PS) de l'Aisne.

ASIE

PAKISTAN

Importante manifestation pour le second anniversaire de la mort du général Zia

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées vendredi 17 août à Islamabad à l'occasion du second anniversaire de la mort de l'ancien président Zia Ul Haq, disparu dans un mystérieux accident d'avion.

Cette manifestation, organisée notamment par M. Ejaz Ul Haq, fils aîné du dictateur défunt, a pris l'allure d'un rassemblement électoral soutenu officiellement par les nouvelles autorités mises en place après le limogeage. Il y a eu, à moins de deux semaines, de M. Benazir Bhutto. Plusieurs ministres ont participé à ce meeting.

Violentes attaques contre M^{re} Bhutto

M. Ejaz Ul Haq, membre du mouvement conservateur de la Ligue musulmane, qui participe au gouvernement « intérimaire », a lancé de violentes attaques contre M^{re} Bhutto. Cette dernière, dont le père avait été pendu par le général Zia en 1979, a été accusée de « négligence criminelle » pour avoir tenté d'étouffer l'enquête sur l'accident d'avion.

Il a dénoncé « les éléments anti-islamiques et anti-pakistais, coupables d'une corruption sans précédent et d'avoir vendu le Cachemire et l'Afghanistan ». Enfin, le fils du dictateur défunt, qui ne cache plus ses ambitions politiques, a annoncé qu'une grande alliance politique était en train de naître, sous l'égide de l'Alliance démocratique islamique, coalition d'une dizaine de partis ayant pour seul point commun, la « haine » de M^{re} Bhutto. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

EUROPE

ESPAGNE : attentats à Burgos et près d'Oviedo

L'ETA militaire a déclenché une nouvelle offensive

MADRID

de notre correspondant

Une voiture piégée contenant quelque 60 kilos d'amalgame a fait explosion, le vendredi 17 août vers 16 heures, devant le commissariat de police principal de la ville de Burgos. Une quarantaine de personnes ont été blessées, dont une seule grièvement. L'attentat n'avait pas encore été revendiqué samedi matin, mais personne ne doute qu'il est l'œuvre des séparatistes basques, qui ont de plus en plus souvent recouru à la technique de la voiture piégée.

L'explosion a été particulièrement violente : le bâtiment du commissariat a été presque entièrement détruit, et plusieurs édifices aux alentours sérieusement endommagés. Seules cinq personnes se trouvaient dans le commissariat au moment de l'explosion. Mais celle-ci aurait pu provoquer une véritable catastrophe, la bombe ayant été placée près de l'entrée, où plusieurs dizaines de personnes font habituellement la queue pour

renouveler leurs pièces d'identité. Quelques heures plus tôt, une autre bombe placée le long de la voie ferrée reliant Madrid à Oviedo, à quelque 150 kilomètres de la capitale, avait fait explosion. C'est le deuxième attentat en trois jours contre le réseau de chemin de fer : mardi, un engin avait explosé sur la même ligne, au sud d'Oviedo.

L'organisation séparatiste avait rendu public, lundi, un communiqué annonçant que des charges explosives seraient placées entre le 14 et le 27 août le long de trois des plus importantes voies ferrées du pays : celles reliant la capitale à Barcelone, à Séville et à Oviedo. L'ETA tente ainsi de désorganiser les transports publics au beau milieu de la saison touristique, comme elle l'avait déjà fait au printemps de l'an dernier. La RENFE, la compagnie espagnole des chemins de fer, a toutefois réussi jusqu'ici à assurer dans l'ensemble le service en utilisant des itinéraires de rechange, ainsi que des autobus.

THIERRY MALINIAC

ROUMANIE

Libération de plusieurs membres de la famille Ceausescu

Le fils aîné du couple Ceausescu, Valentin, a été libéré vendredi 17 août après que le tribunal militaire de Bucarest eut rejeté une demande de prolongation de détention le concernant, estimant qu'il ne « présentait plus de danger pour l'ordre public ».

Valentin Ceausescu, quarante-deux ans, ancien responsable de l'Institut de physique nucléaire de Bucarest, est accusé d'avoir « sapé l'économie nationale » et reste poursuivi. Sa sœur Zola, quarante et un ans, pour-

suivie pour les mêmes motifs ainsi que pour abus de biens publics, devait également être libérée samedi, suivant la même procédure, de même que son mari, Ioan Mircea Oprescu, et la femme du second fils Ceausescu, Nicu.

Nicu Ceausescu, ancien chef du Parti communiste à Sibiu, est accusé de « génocide » et reste en prison. Son procès, ouvert le 26 mai puis suspendu à plusieurs reprises, doit reprendre le 21 août. — (AFP.)

سكذ (من الزميل)

Squats, expulsions, immeubles insalubres, opérations immobilières

La guérilla du vingtième arrondissement

Excédé de voir la Mairie de Paris mise en cause à l'occasion de chaque problème de logement dans le vingtième arrondissement, alors que les expulsions et évacuations d'immeubles insalubres sont du ressort de la préfecture, M. Didier Bariani, maire de l'arrondissement, a organisé une visite des squats de son quartier. L'est parisien, l'un des derniers quartiers susceptibles d'accueillir encore de nouvelles constructions, est le théâtre d'une sorte de guérilla entre riverains et promoteurs.

Il aurait voulu qu'on vienne un jour, un jour où il aurait fait soleil, un jour où il aurait pu « montrer le plus grand jardin de Paris ». Mais deux immeubles venaient de s'effondrer rue du Repos, des vigiles brésiliennes terrorisaient les habitants rue Olivier-Mettra, et une vingtaine de familles campaient toujours place de la Réunion. M. Didier Bariani, maire (UDF) du vingtième arrondissement de Paris, a donc dû se résoudre

mercredi 15 août à faire visiter quelques-uns des squats et immeubles délabrés de son arrondissement.

D'abord les solutions. M. Bariani serre les mains rue du Repos, là où deux bâtiments se sont écroulés la semaine dernière (le Monde du 16 août). Les familles maliennes, propriétaires des appartements mitoyens, qui ont dû être évacuées par mesure de sécurité, ont accepté de quitter le trottoir pour attendre à l'hôtel que leur logement soit à nouveau habitable. La municipalité n'était pas propriétaire de l'immeuble effondré, c'est elle qui a relégué les riverains. M. Bariani est souriant.

Mais le maire a aussi ses « cas insupportables ». Un immeuble de la rue Rampeau a été frappé d'un arrêté de péril en 1987. Trois ans plus tard, les habitants, qui ne payaient plus de loyer, sont expulsés sur ordre de la préfecture. Sept des neuf familles qui avaient un bail jusqu'en 1987 ont été rélogées. Les deux dernières refusent toutes les propositions. On leur offre du neuf, elles veulent du vieux, « car c'est ce (qu'elles ont) toujours connu ». On leur offre une salle de bains, elles craignent que « la grand-mère se noie

dans la baignoire ». On leur propose un loyer modeste, mais indécidable, elles redoutent que « leurs revenus, et donc le loyer n'augmentent l'an prochain ».

Dans l'esprit du maire, les refus ou les trop longues hésitations sont le fruit d'une manipulation du Comité des mal-logés, émanation, estime-t-il, de l'extrême gauche. Il s'appuie sur l'exemple d'un atelier de la rue Ligner, qui est devenu « un squat politique ». Aux fenêtres, des jeunes, « des redskins », le visage à demi-caché par un foulard rouge, accueillent l'équipe municipale tournée avec des sirènes de supporters de foot et une flopée d'insultes. Il y aura même une salve de gaz lacrymogène. Les squatters ont affiché « un journal mural de contre-information » et un slogan : « Reprenons nos vies des mains des exploités ». M. Bariani craint que Paris ne finisse par ressembler à ces grandes villes américaines « où les autorités publiques ont renoncé à s'aventurer dans certains quartiers ».

Le recours aux vigiles

Le Comité des mal-logés ne cache pas que sa tactique consiste à « régulariser » des immeubles inoccupés, comme l'explique l'un de ses responsables, M. Jean-Baptiste Erault, dit « Babara ». Par la « régularisation », le Comité entend simplement se servir parmi les bâtiments vides mais décentés de la capitale. Ainsi au 32 rue du Volga, la peinture était fraîche et le papier peint propre. Seule la vie manquait. Une dizaine de familles, choisies selon des critères d'urgence et de solidarité, l'ont occupée. L'immeuble a été réquisitionné en mai 1988 par le Comité.

Les quatre premiers mois, les locataires versaient 800 francs de loyer à l'Office d'HLM, propriétaire des lieux. Celui-ci leur a retourné l'argent à partir du cinquième mois. Pour les charges, ils s'arrangent entre eux. « Eau, gaz, électricité, tout était installé quand nous sommes arrivés », précise Nabab, cinquante-trois ans, « ils chauffaient les murs pendant que nous étions à la rue ». De toute façon, EDF, service public, a l'obligation d'ouvrir les compteurs demandés. Elle n'a pas à vérifier les titres de logement. « C'est la première fois que j'ai quelque chose à moi, dans une affaire d'abus de biens sociaux de la Caisse d'épargne du département. Ils étaient membres de droit du comité de surveillance en vertu de leurs fonctions municipales ».

Il leur est reproché d'avoir couvert des jeux d'écritures passés par M. Bernard Juigné, directeur de la Caisse d'épargne de l'Essonne, inculpé et écroué le 17 novembre 1989. Celui-ci est accusé d'avoir fait réaliser des travaux à son domicile pour un montant de 400 000 francs en les faisant facturer au compte de la Caisse d'épargne, avec la complicité d'un entrepreneur, également inculpé. Le PDG d'une société immobilière de Guillaumet est également accusé d'avoir obtenu des prêts conventionnés à un taux attractif au moyen de factures de complaisance.

Offshore meurtrier d'Antibes : remise en liberté du principal suspect. - L'avocat des parents du jeune homme tué dans la collision d'un offshore et d'un ski-bus en août 1988 au large d'Antibes et de la jeune femme grièvement blessée lors de l'accident, M. Michel Dossetto, a jugé « prématurée » la remise en liberté sous caution, vendredi 17 août, du ressortissant britannique David Morris, écroué le 7 août pour homicide et blessures involontaires. Le propriétaire de l'offshore a dû verser une caution de 250 000 F et s'est vu notifier une interdiction de quitter le territoire français.

Deux « zoolous » inculpés d'homicide volontaire. - Deux « zoolous » âgés de quinze et dix-sept ans, soupçonnés d'avoir participé le 14 juillet à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) à un vol à main armée dans un magasin d'alimentation au cours duquel l'épicier avait été mortellement frappé de plusieurs coups de couteau, ont été inculpés le 16 août pour homicide volontaire et écroués à Fleury-Mérogis. C'est l'interpellation de 27 « zoolous » au lendemain de la mort d'un jeune Malien à la Défense (le Monde du 1^{er} août), qui a permis d'arrêter les jeunes gens pour ce meurtre dont la police n'avait pas révélé l'existence. Au cours de leur enquête, les policiers ont également interpellé quatre auteurs présumés de cinq vols à main armée commis depuis la mi-avril par la même bande dans le Val-de-Marne.

Ces dispositions prolongent les Directives de l'Académie suisse des sciences médicales, qui recommandent déjà au médecin de respecter la volonté du patient capable de discernement, « même si elle ne correspond pas aux indications de la médecine » (AFP).

Un formulaire permettant aux patients d'exprimer, par avance, leur refus d'un acte médical thérapeutique a été mis au point par la Fédération suisse des médecins (FMM). Disponible gratuitement sur simple demande, ce document intitulé Dispositions de fin de vie indique que le signataire demande qu'on « s'abstienne de toutes mesures qui ne feraient que prolonger ses souffrances et sa vie », dans le cas où son état de santé se révélerait tel qu'il lui priverait « irrémédiablement » de ses « facultés de jugement et de décision ».

Six mois après, selon les médecins, « la réussite est totale, malgré

« Chaise musicale » et brutalités

Les locataires du 58 bis rue Olivier-Mettra, à Paris, s'indignent, pleurent, menacent. Le nouveau propriétaire principal de l'immeuble, aidé de vigiles brésiliennes, a séquestré, affirmé, plusieurs appartements, jeté les meubles par la fenêtre, détruit les portes et muré les fenêtres.

La SIMAT (Société immobilière Martinet Talavera), qui détient cinquante-neuf des cent sept appartements de cet immeuble, n'a jamais caché son intention de faire évacuer les lieux pour les transformer et les revendre. La petite cour intérieure deviendrait un jardin, les escaliers seraient recouverts de moquette. De là à employer des moyens aussi expéditifs...

Les propriétaires précisent que le murage ne concerne que les appartements de personnes ne possédant pas de bail et ayant accepté de 10 000 à 30 000 francs pour quitter les lieux. « Nous avons agi un peu durement, avouent-ils, mais nous pensions que ces démonstrations de force allaient inquiéter les autres locataires et les inciter à négocier leur départ. Nous voulions également éviter que ces appartements soient réoccupés ». La

C. de C.

REPÈRES

CHASSE

La « guerre de l'ours » est déclarée dans les Pyrénées

Les treize plantigrades rescapés des vallées pyrénéennes d'Aspe et d'Ossau et du massif de l'Arlège restent au centre d'une belle bataille entre les chasseurs locaux et M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement. Pour M. Jean Lussat, président du Parc national des Pyrénées et vice-président du comité intervallés du Haut-Béarn, la menace gouvernementale d'interdire la chasse sur quelque 6 500 hectares de massif, qui seraient pour les ours les derniers sites vitaux (le Monde du 18 août), est « une grosse erreur que les montagnards n'accepteront pas ».

INCENDIES

Nouveaux feux de forêts en Corse et dans le Midi

Les massifs forestiers continuent de payer un lourd tribut à la sécheresse et à l'inconscience de quelques-uns. En Corse, près de 400 hectares de forêts et de garrigue ont été ravagés par un sinistre, vendredi 17 août, aux alentours du champ de courses de Visco, près de Zonza (Corse du Sud), et dans les barrières rocheuses qui encadrent le village. Dans l'Hérault, 58 hectares de garrigue ont également été calcinés

par les flammes, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 août, autour de Lodève. Ces feux auraient été allumés volontairement par un ou plusieurs pyromanes, selon les autorités locales. L'Ardèche enfin a perdu 50 hectares de maquis boisés, entre jeudi et vendredi, à l'extrême sud du département, à hauteur de Montségur.

A Mersaille, un ouvrier agricole de vingt-trois ans a été inculpé, vendredi 17 août, après avoir reconnu être l'auteur de l'incendie de la ferme pédagogique des Callois (12^e arrondissement) survenu la veille. Il a de même revendiqué quatre feux de pinèdes depuis le début de l'année.

MÉDECINE

Triple transplantation cœur-pancréas-rein réussie à Strasbourg

Un habitant de Colmar de quarante-deux ans vit « en bonne santé » six mois après une triple transplantation cœur-pancréas-rein réussie, pour la première fois en Europe, au CHU de Strasbourg (Bas-Rhin). Le malade, qui désire conserver l'anonymat, était en « phase terminale » lorsqu'un donneur a pu être trouvé dans la région. L'opération pratiquée le 20 février dernier par cinq chirurgiens appartenant aux équipes strasbourgeoises des professeurs Ciquahire et Kieny, a duré treize heures : d'abord le cœur, puis le rein et le pancréas.

Six mois après, selon les médecins, « la réussite est totale, malgré

quelques difficultés postopératoires et une convalescence longue et difficile ». « Le cœur bat parfaitement, le rein et surtout le pancréas jouent leur rôle à plein. Le diabète est guéri et toutes les analyses sont bonnes », a souligné le professeur Jean-Georges Kretz, l'un des cinq chirurgiens, qui reconnaît avoir attendu d'être « certain » du succès pour en parler.

En Suisse, les malades pourront refuser l'acharnement thérapeutique

Un formulaire permettant aux patients d'exprimer, par avance, leur refus d'un acte médical thérapeutique a été mis au point par la Fédération suisse des médecins (FMM). Disponible gratuitement sur simple demande, ce document intitulé Dispositions de fin de vie indique que le signataire demande qu'on « s'abstienne de toutes mesures qui ne feraient que prolonger ses souffrances et sa vie », dans le cas où son état de santé se révélerait tel qu'il lui priverait « irrémédiablement » de ses « facultés de jugement et de décision ».

Ces dispositions prolongent les Directives de l'Académie suisse des sciences médicales, qui recommandent déjà au médecin de respecter la volonté du patient capable de discernement, « même si elle ne correspond pas aux indications de la médecine » (AFP).

ENVIRONNEMENT

La défense de la nature à l'Expo 90 d'Osaka

Les fleurs ou le béton

Quatre-vingts pays participent jusqu'au 1^{er} octobre à l'Expo 90 d'Osaka, deuxième ville du Japon, consacrée au thème des jardins et de la nature. Cette exposition a déjà reçu, en août, plus de quinze millions de visiteurs. On estime que le chiffre de vingt millions devrait être aisément atteint. Expo 90 n'en suscite pas moins controverses et polémiques.

OSAKA

de notre envoyé spécial

Corsage rouge bouffant (une fleur épanouie) et jupe verte droite (la tige) au printemps, métamorphosés, dans la chaleur de l'été, en bouton en fleur d'un bleu et blanc pastel : des uniformes des hôtes du pavillon du gouvernement japonais aux petits véhicules qui assurent le ramassage des ordures et ont une forme de coccinelle, le thème de la nature se veut omniprésent. Quatre-vingts pays participent à cette énorme manifestation sur la nature.

Trois mille espèces et deux millions et demi de plantes ; quatre-vingt-dix tonnes de sable du Sénégal, pour illustrer le problème de la désertification ; des arbres d'Amazonie symbolisant la déforestation du Brésil ; des arrangements floraux nippons et des biotechnologies ; des musiques de foire et des télévisions sillonant le ciel : à parcourir les pavillons de l'Expo 90 d'Osaka, on se demande si cette « harmonie de l'homme et de la nature », objectif de la « première exposition sur le thème de la protection de l'environnement » - comme l'affirment les brochures - n'est pas simplement un prétexte à l'une de ces monstrueuses « fantaisies » euphorisantes dont le Japon riche abreuve désormais régulièrement sa population. Comme toutes ces expositions, plus luxueuses les unes que les autres, qui répondent essentiellement aux objectifs publicitaires d'une municipalité dissimulant souvent de prosaïques opérations de réaménagement urbain.

L'Expo 90, qui couvre 140 hectares et aura coûté 700 milliards de yens, est surtout un grand « show » pour Osaka. Bourgeonnante de projets, le deuxième ville du Japon, qui disposera en 1993 d'un nouvel aéroport international construit au milieu de la baie, entend bien rivaliser avec Tokyo. L'Expo se veut la pendant, vingt ans après, de l'Exposition universelle de 1970, alors futuriste où le Japon, devenu alors la troisième puissance économique du monde, se mirait dans ses succès tout neufs, symbolisés par des arabesques de verre et de plastique.

Ecologie ou alibi

C'était l'époque où le message japonais passait bien. Le Japon n'était pas encore une « menace ». Les clichés étaient positifs et l'Occident croyait qu'il avait tout à apprendre de ce démiurge supposé unir la culture (orientale) et le progrès technologique. L'Expo 90 avait déjà pour thème la notion, aussi inépuisable que vague, d'« harmonie » (« Les progrès humains dans l'harmonie »).

ESPACE

Lancement d'un satellite britannique de télévision. - Le satellite britannique BSB-R2 a été lancé vendredi 17 août à 20 h 42 local (2 h 42 samedi, heure de Paris) depuis Cap Canaveral (Floride) par une fusée Delta de la firme américaine McDonnell Douglas. Ce satellite sera exploité par la compagnie British Satellite Broadcasting pour transmettre les programmes de cinq canaux de télévision vers des stations câblées ou les antennes paraboliques de particuliers en Grande-Bretagne. - (AFP, UPI)

Deux décennies ont passé, mais c'est toujours l'« harmonie », cette fois entre l'homme et son environnement, qui a été placée en exergue de l'Expo 90.

Un environnement qui semble, au demeurant, moins luxuriant et naturel que compté et artificiel, quand il n'est pas mis au service des « progrès » technologiques. L'audiovisuel et la simulation offrent ici une nature programmée, une « idée » de nature : les entreprises et grands groupes semblent avoir financé une exposition où les Japonais sont conviés à se bercer des vœux pieux du mercantilisme triomphant.

L'un des premiers pays à participer - avec le même empressement que les autres, mais des moyens plus importants - à la destruction de l'environnement mondial, le Japon des conglomérats, s'offre le luxe de la bonne conscience et de la vertu. Le jour de l'inauguration, un petit groupe d'une dizaine d'écologistes battait tambours sous la pluie à la porte de l'Expo 90 de l'harmonie avec la nature pour rappeler l'opposition de certains groupes à la construction de centrales nucléaires. Ils avaient été très verbalement priés par les gardiens d'aller porter la « discorde » ailleurs.

Un Disneyland de la nature

Si le béton, plus que les fleurs, saute aux yeux du visiteur de cette Expo d'Osaka, supposée avoir pour thème la verdure, elle n'en connaît pas moins quelques réussites, notamment les jardins, lorsque, finalement on les trouve. Bambous vaporeux, jardins secs japonais, reproduction de ceux de Tivoli, jolies de la Ville de Paris... Autant de havres dans ce Disneyland de la nature.

L'exposition Europe, qu'abrite un très beau pavillon dessiné par l'architecte Arata Isozaki (qui sera conservé), présente pour sa part, dans un espace aéré conçu par l'architecte français Louis Sato, une intéressante évocation de la verdure dans une Europe qui va de l'Atlantique à l'Oural, rehaussée de peintures prêtées par le Musée du Louvre et le Petit Palais, illustrant le thème de l'homme et des fleurs. Une exposition qui connaît un grand succès.

Cette Expo 90 est la quatrième manifestation de ce type organisée au Japon à bénéficier du label du Bureau international des expositions. La France a hésité à y participer : exposer des fleurs dans un pays où les restrictions aux importations interdisent quasiment leur vente ne semblait pas s'imposer. A la suite de pressions nipponnes, Matignon s'est cependant laissé fléchir : la France n'a pas de pavillon, mais participe à celui de l'Europe et elle est présente aussi grâce à la Ville de Paris et à la Nouvelle-Calédonie qui y expose des poissons rares.

Le 19 septembre doit avoir lieu, sur le site de l'Expo, une journée de la France. Les dirigeants économiques du Kansai, une région en pleine expansion, maris d'une lacune du programme de la récente visite de M. Rocard au Japon, qui ne s'est pas rendu à Osaka, attendent qu'à l'occasion de cette journée française Paris manifeste son intérêt pour ce « deuxième ciel » du Japon qu'est la dynamique et prospère capitale du Kansai.

PHILIPPE PONS

CULTURE

MUSIQUE

Les vertus de la belle ouvrage

A Saint-Céré, pas de stars, mais la volonté de bien faire pallie bien des manques

SAINT-CÉRÉ

de notre envoyé spécial

S'il est un festival qui peut compter sur le génie du lieu, c'est bien celui de Saint-Céré. Chaque été, depuis trente ans, de jeunes musiciens se retrouvent ainsi au cœur du Quercy, dans cette région peu accessible, entre Brive et Cahors. Chaque été depuis dix ans, le pari y est tenu de monter des opéras, hors des circuits traditionnels et du vedettariat.

Cette année, entre l'opéra de quatuor et Jeanne au bûcher, l'opéra éclaté, dont le chef et metteur en scène Olivier Desbordes, président du festival, est le créateur et la cheville ouvrière, se présentent les 9 et 11 août le Don Quichotte de Massenet, écrit pour Chabrier et créé par celui-ci.

La gageure est de taille, puisqu'il n'est ni dans la philosophie ni dans les moyens de l'entreprise de faire appel à Ruggero Raimondi ou Nicolaï Ghiaurov pour donner sa stature au chevalier à la trace figure, impossible non plus de céder à un grand spectacle de faire tourner d'immenses moulins à vent ou de pasticher le Capitaine Fracasse au moment de l'attaque des brigands.

La seule crainte que l'on puisse avoir, à l'idée que ce Don Quichotte

s'apprête à sillonner la France à la renverse, c'est que l'unique élément de décor imaginé par Jean-Pierre Vergier — une immense table dont le pied est un géant retourné face contre terre — ne se retrouve perdu sur de grandes scènes noires, et réduit à sa fonction d'objet à usages multiples, dont les metteurs en scène ont tendance à abuser.

C'est qu'Ariel Garcia Valdes, qui a déjà monté le Barbier de Séville de Rossini dans le même cadre, avait tout un univers à évoquer, sans pour autant tomber dans l'image d'Épinal. Son Don Quichotte est jeune et imberbe. Il n'a ni cuirasse sur le dos ni plat à barbe sur la tête. De son mentor Georges Lavaurs, dont il a été, à Avignon, le fabuleux Richard III, Valdes a hérité d'un sens certain de la dérision souriante, de l'ironie propice au songe. Tout n'est pas réussi dans le spectacle, pas seulement par manque de moyens, mais aussi parce que les idées du metteur en scène pour compenser ce manque ne suffisent pas à soutenir son refus de la convention. Jean-Philippe Courtis, en particulier, a bien du mal à rendre la folie sublime du Chevalier, affublé qu'il est d'un pourpoint à la Don Salluste, privé de Rossini et frustré de sa silhouette traditionnelle.

Ce qui a passionné Valdes, ce n'est ni l'errance ni la lente évolution du Quichotte réduits, il est vrai, à pas grand-chose dans le livre d'Henri Cain. Toute sa lecture s'articule autour de la profession de foi par laquelle le héros met les brigands de son côté. C'est à la Cène de Léonard de Vinci que nous assistons, et l'image christique du personnage ne fait plus de doute. C'est d'ailleurs à ce moment que Courtis, qui jusque-là chantait avec goût mais n'échappait pas à cette grisaille, vocale et scénique, qu'on lui connaît quant il n'est pas inspiré, a trouvé sa voix et son rayonnement, et il les a conservés jusqu'à la scène, magnifique, de la mort, devant la table retournée, aux pieds du géant regardant enfin le ciel.

Pas plus que le metteur en scène, le chef ne peut prétendre trouver d'emblée une unité de ton, un fil conducteur solide dans cette partition inégale, où Massenet, en fin de carrière, a mis son savoir-faire mélodique, tout en essayant d'insister, de jouer sur les contrastes, de faire de la corde raide avec l'harmonie. Alain Guingal et l'Orchestra sinfonica del Valle ont effectué un beau travail, cependant, et l'on aimerait voir certaines de nos phalanges de luxe jouer avec ce soin du phrasé, du timbre et du style,

comme on aimerait entendre toujours des chœurs aussi enthousiastes.

Pour les solistes, la tâche n'est pas moins ardue. Valérie Maresin (Dulcinée), triomphe sans peine des coloratures imposées à son beau mezzo grave, et Jean-Marie Frémont parvient à soutenir le punch de Sancho Pança sans forcer le trait. Après tant de Werther lacrymogènes et de Manon tonitruantes, Massenet avait bien besoin d'une telle rigueur et d'une telle probité.

FRANÇOIS LAFON

► Don Quichotte sera repris en tournée aux mois d'octobre et novembre en France et en Espagne.

► Mort de la chanteuse noire américaine Pearl Bailey. — Interprète de comédies musicales, notamment Hello Dolly, Pearl Bailey est morte le 17 août à l'hôpital de l'université Thomas Jefferson de Philadelphie (Pennsylvanie), à l'âge d'un responsable de cet établissement. Elle était âgée de soixante-douze ans.

PHOTOGRAPHIE

Affreux, seuls et méchants



Durs, fermés, rétifs au dialogue, sinistrement interchangeables, ils ne donnent pas d'eux une image rassurante. Crâne ras ou rehaussé d'une houppes, bras croisés, tatoués, bardés de cuir, de badges, de chaînes, de clous et à l'occasion de croix gammées, bagués, armés de battes, de coups de poing américain et de couteaux, ils posent de manière frontale, muscles bandés, debout, dos au mur. Héros d'une armée en marche, tels des guerriers de Mad Max, tous sont identiques et désespérément seuls. Ce qui les humanise un peu.

Londoniens pour la plupart — Dick, Tim, Sean — Parisiens, plus sociaux — Gavroche, Nounours, Titus — ou Berlinois — moins brutaux, — ils sortent de l'ombre et, le temps d'une pause, prennent leur revanche sur le rejet, la défiance. Trahis par leurs sourires cirés, la haine

dans les yeux, en uniforme, ils sont les représentants d'un ordre nouveau qui endoctrine femmes et enfants. Anges de la mort, mutants déchués, montards de l'apocalypse ou Comanches des temps modernes (ils multiplient les clichés), ils s'exhibent tels qu'ils sont, sans modification de casting, dans un décor neutre, d'inspiration par Rafi Marsault (français, trente-trois ans) et Heine Müller (allemand, quarante-deux ans), qui les ont choisis dans la rue, lors de concerts et les ont payés (200 francs) pour tirer ces portraits réalisés en une heure. Ils leur ressemblent et les aiment tant qu'ils ont publié — à compte d'auteur — cet album de famille sincère et provocant.

PATRICK ROEGERS

► Fin de siècle, Rafi Marsault et Heine Müller Edition. Les Pirates associés éd., 179 p., 295 F.

ARTS

L'Australie, en désordre

Est-ce parce qu'il se divise en deux moitiés, l'aborigène et l'occidentale, qu'il est si difficile d'exposer une anthologie de l'art australien ?

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Cent chefs-d'œuvre de la peinture australienne », proclament sans humilité les affiches dispersées dans Montpellier. Chef-d'œuvre est excessif, cent démesuré. Mais le plus contestable est encore qu'une exposition, particulièrement quand elle se propose de décrire une histoire aussi fragmentée et difficile que celle de l'art australien, se contente de juxtaposer des œuvres, même rares, même séduisantes, en désordre.

Les organisateurs de l'exposition disposaient de deux endroits, l'un dans le Musée Fabre, l'autre dans la vieille ville, et d'une série d'œuvres considérables prêtées par l'Australian National Gallery de Canberra et des collectionneurs privés.

Au musée, ils ont disposé, salle après salle, les aborigènes « tradi-

tionnels » actuels, puis les impressionnismes de filiation française et anglaise des années 1880, puis les avatars australiens du surréalisme et de l'abstraction. Dans la Galerie Saint-Ravy, des artistes contemporains aborigènes et « anglo-celtiques » mêlés. Cette division aux critères obscurs ne contribue que faiblement à l'intelligence du sujet et place la moitié aborigène de l'anthologie dans une position de faiblesse regrettable.

Ainsi doit-on ignorer si des évolutions l'ont affectée, selon quelle logique, suivant quel rythme. N'y a-t-il eu aucune modification de styles et de thèmes depuis un siècle en dépit de la colonisation ? La peinture des hommes du désert est-elle, par essence, intemporelle ? Les aborigènes des années 80 ne sont-ils que les héritiers obéissants d'une tradition ? Probablement pas, puisque certains d'entre eux,

originairement de Papunya, emploient l'acrylique sur toile plutôt que l'ocre sur écorce. Or l'acrylique suppose d'autres procédés, d'autres temps de séchage, une technique plus prompt et des chromatismes plus variés.

Tout cela, qui se déduit des cartes et des notices du catalogue, mériterait une analyse détaillée — que l'on ne trouvera pas à Montpellier, alors même que nombre de ces œuvres hybrides arrêtent le regard, que ce soit par la complexité des compositions qui les soutiennent ou par la vigueur du chromatisme.

La section « européenne », si l'on peut dire, respecte mieux les usages scientifiques et raconte comment, à partir des années 1880, d'estimables artistes nés de Sidney et de Melbourne mirent en pratique ce qu'ils savaient de l'impressionnisme français.

Leurs paysages balançaient entre Barbizon et Vetheuil, Rousseau et Sisley, avec quelque tendresse aussi pour Bastien-Lepage, sans jamais se risquer à dissoudre les lignes des formes. Cours successeurs, tout aussi marqués par l'enseignement européen, puis américain, se sont glissés dans le surréalisme ou l'expressionnisme abstrait, cultivant l'exemple de Magritte, de Dubuffet ou de Pollock.

Les plus singuliers sont, parmi les plus jeunes, ceux qui expérimentent, à partir des années 1960, la géométrie et du contemporain et non ceux qui pestent l'art international made in New York ou Berlin. Fiona Foley et Trevor Nickolls démontrent par leurs toiles les res-

sources de cette synthèse. Après plus d'un siècle d'indifférence, les deux Australies feraient-elles enfin alliance ?

PHILIPPE DAGEN

► Musée Fabre, 37, boulevard Bonne-Nouvelle, et Galerie Saint-Ravy, place Saint-Ravy, 34000 Montpellier. Jusqu'au 10 octobre.

► Et aussi, peintures Papunya. Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, 75004. Jusqu'au 30 août.

POINT DE VUE

Beaubourg vu de l'intérieur

par Marie-Jeanne Peraldi et Jean-Paul Ameline

Un musée du vingtième siècle comme le Centre Georges-Pompidou doit-il réorganiser son espace, mêler les disciplines les plus différentes, devenir une sorte de « musée total », ou au contraire développer son projet culturel à partir de son patrimoine ; la plus grande collection d'art moderne de l'ancien monde. Une polémique s'est élevée à ce sujet (le Monde du 4 et du 19 avril) sur lequel le syndicat CFDT du Centre apporte son point de vue.

Il se dit et s'écrit depuis quelque temps beaucoup de choses sur le Centre Pompidou et la crise qu'il traverse. De l'intérieur, les analyses faites et les solutions proposées apparaissent sommaires. Aujourd'hui, force est de constater que l'architecte des espaces et l'hétérogénéité des manifestations contribuent à désorienter le visiteur novice et à spécialiser à l'excès les habitués, au moment même où chacune des composantes du Centre s'isole dans ses difficultés.

La bibliothèque (BPI), surchargée par l'afflux des étudiants (d'où la carence de Paris en bibliothèques municipales et universitaires modernes), s'efforce de gérer la masse de ses lectures sans pouvoir élaborer de collaboration régulière avec les autres départements, par manque de structure de concertation.

Le musée (MNAM), qui connaît depuis 1986 les soubresauts dus à la rotation accélérée de directeurs aux objectifs opposés (voir la déprogrammation en catastrophe de l'exposition Braque-Picasso), se trouve aujourd'hui incapable de définir une politique d'avenir autrement que de façon irréaliste et confuse (1). Pourtant, au même moment, ses besoins vitaux ne sont plus assurés. Surtout que

seulement 5 % des collections peuvent être présentées, faute d'espace, et que les travaux indispensables à la sécurité des œuvres ont trop longtemps été considérés comme une seconde priorité par le Centre ?

Le Centre de création industrielle (CCI), hors quelques présentations monographiques d'architectes et de designers, est de plus en plus contraint à accueillir des expositions sponsorisées et conçues à l'extérieur (« Le design automobile italien », cet hiver, livrée clés en main).

L'IRCAM enfin, qui continue sur son chemin particulier, repose toujours en grande partie sur les épaules prestigieuses de son directeur, Pierre Boulez.

Le public perçoit mal la réalité de ces quatre organismes aux statuts différents : l'IRCAM est une association 1901 ; la BPI est directement rattachée au ministère de la culture ; seule le MNAM et le CCI dépendent entièrement de la présidence du Centre, dont le pouvoir d'arbitrage administratif (gestion budgétaire) et culturel (programmation) entretient toutes les ambiguïtés.

Cette singularité statutaire exacerbe les rivalités en matière d'attribution de crédits, de postes et d'espaces, multiplie les centres de décision et aboutit à la constitution de fidélités incontrôlables (comme le démontre déjà, en 1988, un rapport de l'inspection des finances resté confidentiel).

Les conséquences en sont désormais évidentes :

— Démotivation du personnel : atteint par les suppressions d'emplois imposées à la fonction publique, victime de la stagnation des salaires et des carrières, il se résigne à vivre dans un état de découragement croissant tandis que la fuite des cadres éprouve durement les services.

— Absence d'orientation culturelle globale, l'interdisciplinarité originelle

étant devenue quasiment lettre morte.

— Vieillesse accrue d'un bâtiment, coûteux dans son fonctionnement et conçu davantage comme une vitrine prestigieuse que pour satisfaire à la multiplicité de ses fonctions.

Si l'on veut vraiment « préserver le Centre » (2), le réexamen des objectifs de chaque département et la recherche de leur complémentarité sont prioritaires. La remodelage des espaces du bâtiment en découle ; il doit inclure l'extension des surfaces du musée et l'utilisation plus rationnelle des espaces généraux.

La révision du statut de Beaubourg apparaît enfin inévitable. Il faut harmoniser le cadre juridique des départements, redéfinir les attributions de la présidence, mettre en place un statut d'avenir pour le personnel. Un projet global d'orientation du Centre s'impose donc. C'est autour de sa mission de référence sur la culture de notre temps et son arrière-plan historique indispensable, notre vingtième siècle, que peut se dessiner son avenir. Ainsi le Centre pourra-t-il répondre à la nouvelle donne culturelle que constituent l'essor des musées et centres d'art en France et à l'étranger et la mise en place de la future Bibliothèque de France.

(1) Cf. l'article de l'ancien directeur Jean-Hubert Martin, « Pour un musée du XXI^e siècle » (le Monde du 4 avril) et la réponse de Jacques Viot, « Les pièces du musée total » (le Monde du 19 avril).

(2) Cf. l'article de M^{me} Claude Pompidou, « Préserver le Centre Pompidou » (le Monde du 5 juillet).

► Marie-Jeanne Peraldi (assistante d'exposition au MNAM) et Jean-Paul Ameline (conservateur au MNAM) pour la section CFDT du Centre Georges-Pompidou.

Bébés païens et jouets freudiens

Avec quatre expositions dispersées dans la ville, la 10^e Biennale internationale de l'émail de Limoges confirme ses choix

LIMOGES

de notre correspondant

La chapelle jésuite du lycée Gay-Lussac accueille cent vingt artistes venus de dix-sept pays : une extrême diversité de pratiques et de talents, tradition cloisonnée, constructivisme russe, objet figé au geste conceptuel, cuisson très maîtrisée ou liberté laissée au hasard du feu, dinanderie raffinée ou simple bricolage. Mais l'événement de cette Biennale est la présentation, dans le palais de l'évêché, de deux hommages, à l'Américain William Harper et au Français Jean-Joseph Sanfourche.

Le premier, quarante-six ans, vit, travaille et enseigne en Floride. Il présente une centaine de pièces — vingt ans de travail. Celles-ci évoquent, pêle-mêle, des résurgences multiples : rituels vaudous, chamanisme indien, et créations de malades mentaux. Leurs titres sont explicites : *Bébés païens*, *L'Exage de sainte Thérèse*, *Les Jouets freudiens*. La multitude des inspirations est soulignée par la variété des matériaux assemblés dans chacun de ces objets, or, argent, coquilles d'escargots, dents de requins, morceaux de plastique, et l'émail, bien sûr.

Le second appartient à ce qu'il est convenu d'appeler l'art brut. Jean-Joseph Sanfourche, soixante et un ans, travaille avec Gaston Chaissac, et fut salué par Jean Dubuffet. La Biennale présente une cinquantaine d'images émaillées qui se réfèrent à l'imaginaire chrétien (*Saint Pierre arrive à Rome*, *Joseph et Marie au Paradis*), républicain (*A Limoges en 1789*), lauréat d'un concours (*Le monde de la Liberté*) et linéaire. La région où vit Sanfourche pense à gauche mais continue d'honorer les « bonnes fontaines » gauloises après deux mille ans de christianisme. Hérésie que les

émaux de Sanfourche traduisent en images barbares, très différentes des objets barbares de William Harper, mais dont l'esprit est proche.

GEORGES CHATAIN

► Biennale internationale de l'émail. Jusqu'au 7 septembre, 7, boulevard de Fleurs, 87000 Limoges. Tél. : 55-34-58-27.

CINÉMA

Kurosawa et la bombe

Le vieux maître s'apprête à tourner « Rhapsodie en août » une production entièrement japonaise

TOKYO

de notre correspondant

Dans la foulée de *Réves*, Akira Kurosawa vient d'annoncer qu'il tourne un nouveau film, son vingtième : *Rhapsodie en août*, dont les rôles principaux seront tenus par Richard Gere et l'actrice Sachiko Murase, âgée de quatre-vingt-cinq ans. Pour la première fois depuis vingt ans, un film de Kurosawa sera entièrement produit par des Japonais. Le tournage devrait être achevé en octobre, et il sortira en été 1991.

Comme Shobei Imamura, qui a récemment réalisé *Plus noire*, tiré du roman de Masuji Iwano, Kurosawa a pris pour thème la tragédie du bombardement atomique : « Quarante-cinq ans après, des hommes et des femmes continuent de mourir, victimes de la radioactivité des deux bombes du 6 et du 9 août 1945 », a-t-il récemment déclaré au cours d'une

conférence de presse. Sans souhaiter s'étendre sur le sujet de son film, tiré de l'œuvre de la romancière Kiyoko Murata (*Waka no naka* : « Au fond du pot »), le cinéaste a précisé qu'il s'agit d'une série de mystérieux événements subis par une vieille dame et ses quatre petits-enfants au cours d'un été passé dans un village isolé. Richard Gere interprète le neveu de cette vieille dame dont le frère a émigré à Hawaï et épousé une Américaine.

C'est au cours du tournage de *Réves* que Kurosawa a lu le roman de Murata, et il en a aussitôt écrit le script ; en moins de dix jours, précise-t-il. Depuis *Dodeskaden* (1970), Kurosawa avait dû aller chercher à l'étranger les financements de ses films. *Rhapsodie en août* sera produit par les Japonais et distribué par l'une des plus grosses maisons nipponnes : Shochiku.

PHILIPPE PONS

سكزا من زلزل

ÉNERGIE

Faute d'une réunion de l'OPEP

L'Arabie saoudite pourrait commencer à accroître immédiatement sa production

Devant les craintes de pénurie, les prix du pétrole ont à nouveau enregistré une vive hausse vendredi 17 août sur les marchés libérés. A Londres, le baril de Brent a gagné plus de 1,2 dollar pour atteindre 26,65 dollars. A New-York dans la soirée, la qualité de référence (le West Texas Intermediate) a suivi le mouvement jusqu'à 28,6 dollars, en hausse de 1,3 dollar.

L'Arabie saoudite, qui a demandé officiellement vendredi 17 août la réunion d'urgence la semaine prochaine au plus tard de l'Organisation des producteurs de pétrole pour faire face à la situation nouvelle créée par les événements du Golfe, semble avoir peu de chance d'empêcher une décision du cartel. Le royaume pourrait dans ces conditions se passer de l'aval des autres producteurs et accroître aussitôt son rythme d'exportation, estimant avoir fait le maximum pour consulter ses pairs. Selon des sources proches des milieux saoudiens, Ryad aurait d'ailleurs déjà pris les mesures nécessaires pour augmenter sa production.

La demande saoudienne, transmise par télex à tous les pays membres, doit, pour être approuvée, recueillir l'approbation d'une

majorité de pays, soit 7 sur 13 au moins. Or la plupart des producteurs, tout en reconnaissant que la situation nécessite une réponse collective, refusent une réunion précipitée. « Il n'y a pas le feu, il faut d'abord s'assurer que l'OPEP ne sera pas empêchée de s'entendre par des raisons extra-pétrolières. Un échec serait pire que pas de réunion du tout », assure un délégué arabe. L'Indonésie a officiellement fait savoir qu'elle ne souhaitait pas de réunion avant septembre. L'Irak, qui tire profit du statu quo, a fait de même.

Le premier obstacle est en effet circonstanciel et politique. Les règles de l'organisation veulent que toute décision majeure fasse l'objet d'un « consensus », c'est-à-dire qu'aucun des treize membres ne s'y oppose formellement. On voit mal dans la situation actuelle l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït — qui serait représenté par le gouvernement légitime en exil — s'entendre sur une quelconque résolution commune.

Le second obstacle porte sur le fond. L'objet de la conférence extraordinaire consiste à redistribuer les quotas entre les pays membres pour tenir compte du manque à gagner créé par l'embargo contre l'Irak et le Koweït. Les trois pays disposant de larges capacités excédentaires, Arabie saoudite, Venezuela et Emirats arabes unis, veulent ainsi obtenir

rapidement l'aval de leurs pairs pour accroître leur production sans rompre leurs engagements précédents.

Le marché est encore largement approvisionné

Or, contrairement aux principaux intéressés, bon nombre de pays estiment que le temps ne presse pas. Compte tenu des cargaisons en mer — correspondant aux achats effectués en juillet — le marché est encore largement approvisionné, assurent-ils, ajoutant que la production de l'OPEP atteignait encore au cours de la première quinzaine d'août quelque 20,5 millions de barils/jour (contre 23,5 millions de barils/jour en juillet). « D'ici à la fin du troisième trimestre, il n'y a pas de risque de rupture d'approvisionnement », assure un délégué proche de l'organisation, nous avons donc encore le temps d'ici à septembre de préparer une réunion plus sereine ».

Dans les coulisses de l'OPEP on fait en outre remarquer que les données de base portant tant sur la demande et le déficit prévisible que sur les capacités de réserve sont loin d'être clairement établies. Compte tenu de toutes les objections soulevées, il paraît donc exclu que l'organisation se réunisse dans les délais demandés par l'Arabie saoudite. « Une réunion cette semaine ou même la semaine pro-

chaine est exclue », assure-t-on dans l'entourage du président algérien de l'OPEP.

L'absence de réunion ne veut pas dire que l'Arabie saoudite ou le Venezuela n'augmenteront pas leur production rapidement. Au contraire, il semblerait que la demande officiellement formulée par les deux pays obéisse au seul souci de se dédouaner. Ryad comme Caracas pouvant ainsi prouver qu'ils ont tout tenté pour consulter leurs pairs avant de prendre une décision unilatérale.

Selon certaines informations émanant du royaume, l'Arabie saoudite aurait d'ailleurs d'ores et déjà commencé à prendre les dispositions techniques et commerciales nécessaires pour accroître le débit de ses champs. Le royaume s'est engagé notamment à approvisionner en pétrole brut la Kuwait Petroleum International, filiale de la compagnie nationale koweïtienne en Europe qui dispose d'un important réseau de distribution et se retrouve, du fait de l'embargo, privée de ses ressources habituelles. Démentant les informations parues la veille dans la presse, le ministre saoudien du pétrole s'est en outre engagé le 17 août à respecter ses engagements précédents auprès de tous ses clients.

VÉRONIQUE MAURUS

Les Koweïtiens ont gardé le contrôle de leur trésor de guerre

Le gouvernement légitime du Koweït, exilé en Arabie saoudite, n'a pas tout perdu. Malgré les apparences, il a réussi à préserver le « nerf de la guerre » : son trésor, estimé à plus de 100 milliards de dollars et placé dans tous les grands centres financiers occidentaux... ainsi que ses compagnies pétrolières qui gèrent un réseau de quelque 6000 stations services.

Officiellement gelés par tous les gouvernements occidentaux après l'invasion du Koweït par l'Irak, les avoirs koweïtiens ne sont en effet pas complètement stérilisés. Ils sont toujours gérés, de Londres, assure un banquier, par le KIO (Kuwait Investment Office), naguères bras séculier du gouvernement koweïtien en Europe, et désormais seul propriétaire légal de ce véritable « trésor de guerre ».

Le 2 août, jour de l'invasion ira-

lienne, le cheikh Ali Khalifa Al-Sabah, ministre koweïtien des finances, a en effet fait une lettre certifiée et munie de toutes les garanties légales par laquelle il transférait tous les avoirs de l'Etat au KIO, et la signature à son président. Grâce à ce transfert, dûment enregistré avant le gel des avoirs par tous les gouvernements occidentaux, le gouvernement en exil conserve donc un droit de regard sur l'ensemble de ce patrimoine.

Le KIO officiel ne permet certes pas au KIO de disposer des fonds comme il l'entend. En France, par exemple, il empêche quiconque non seulement de sortir de l'argent d'un compte koweïtien mais aussi de réaliser une transaction internationale à partir de ce compte sans autorisation spéciale des autorités monétaires. Mais, outre que la législation varie selon les pays — la Suisse par exemple est beaucoup

plus souple — des arrangements directs avec les gouvernements concernés permettent au KIO non seulement de contrôler l'utilisation de ce capital mais aussi, semble-t-il, de financer les dépenses du gouvernement légal en exil.

La même transfère à son tour avec la KPI (Kuwait Petroleum International), filiale européenne de l'ancienne compagnie nationale, qui, elle aussi peut continuer à fonctionner dans tous les pays où elle possède des activités (raffineries, réseaux de distribution, etc.). Seule difficulté mais majeure : la KPI a perdu ses sources principales d'approvisionnement en brut et en produits raffinés koweïtiens et doit désormais s'approvisionner sur le marché libre international. Elle devrait toutefois rapidement être aidée par l'Arabie saoudite, laquelle s'est engagée à l'approvisionnement en brut.

V. M.

Après la grève en Corse

La grogne des pompistes s'étend

Alors que les pompistes corses ont repris le travail, le gouvernement a dû apaiser, vendredi 17 août, leurs collègues indépendants du continent qui menacent à leur tour de se mettre en grève. Si certaines stations-service sont déjà fermées dans l'Aveyron, le Finistère et dans l'Ardeche.

Des représentants de quatre syndicats de pompistes se sont entretenus, vendredi après-midi, avec des conseillers du ministère de l'Economie et des Finances et du ministère du Commerce et de l'Artisanat, afin d'examiner les difficultés liées à l'entrée en vigueur du décret de plafonnement des prix de l'essence. Plusieurs compagnies pétrolières se sont déjà engagées, selon le ministère des finances, à rétablir des « marges normales de fonctionnement » entre prix de gros et prix de détail.

M. François Dubois, ministre du commerce et de l'artisanat, a pour sa part, proposé, sur Sud-Radio, de mettre sur pied « un système de garantie pour les pompistes indépendants » en leur offrant « une voie de recours immédiate auprès des autorités ».

SOCIAL

En marge du conflit de la CPAM de l'Essonne

M. Claude Evin lance une mission pour étudier les « dysfonctionnements » de la Sécurité sociale

M. Claude Evin a décidé de confier une mission conjointe à l'inspection générale des finances et à celle des affaires sociales afin « d'éclaircir les pouvoirs publics sur l'origine des dysfonctionnements » constatés actuellement au sein des organismes de Sécurité sociale. Le ministre de la santé et de la protection sociale a ainsi répondu aux quelque 70 % de grévistes qui paralysent, depuis près de dix semaines, la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne après qu'un mouvement similaire eut bloqué, durant huit semaines, celle de la Seine-Saint-Denis (le Monde du 13 juillet).

Evaluer le malaise des agents

Dans une lettre, rendue publique vendredi 17 août et adressée à M. Michel Berson, député (PS) de l'Essonne, M. Evin indique que cette mission sera chargée de proposer « avant le 15 septembre une méthode d'approche des problèmes affectant le fonctionnement de la Sécurité sociale pour les différentes parties concernées ».

Cette mission devra « notamment, ajoute le ministre, préciser les conséquences pour la gestion des personnels de l'évolution de la gestion des organismes de la Sécurité sociale ainsi que des conditions de travail en leur sein (impact des nouvelles technologies, mode d'organisation, charge de travail) ».

Une façon, pour le ministre de la santé, d'évaluer le malaise ressenti par les agents de la Sécurité sociale qui ont vu leur pouvoir d'achat s'éroder alors même que leurs gains de productivité ont, selon M. Gilles Johanet, directeur

de la CNAM, progressé « de 50 % en huit ans », grâce notamment à l'informatisation des services.

Refusant toujours de régler isolément le conflit de la CPAM de l'Essonne, M. Evin a, dans sa lettre, renouvelé son souhait de voir s'engager « dans les plus brefs délais des négociations générales portant sur l'ensemble des agents des organismes de Sécurité sociale ». Menées dans le cadre de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), ces négociations devaient reprendre dès le début du mois de septembre.

Réagissant à cette initiative de M. Evin, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé qu'il « n'acceptera pas que le ministre se substitue aux contractants, ce qui confirmerait un accroissement de la tuerie (...) et conduirait de facto à une Sécurité sociale affaiblie par épuisement et appel au secteur privé ».

La Laiterie Saint-Hubert : 173 suppressions d'emplois. — La direction de la Laiterie Saint-Hubert, qui emploie 630 personnes, a confirmé, vendredi 17 août à Ludres (Meurthe-et-Moselle), la suppression de 173 emplois dans le cadre de son plan de restructuration adopté le 18 juillet dernier. Ce plan avait été alors présenté par le nouveau propriétaire de la Laiterie — le groupe Sodial dirigé par M. Michel Debattise, ancien président de la FNSEA et ancien ministre de l'Agriculture — et avait entraîné le départ de M. François Guillaume, également ancien président de la FNSEA et ancien ministre de l'Agriculture, qui présidait jusque-là la Laiterie Saint-Hubert.

FINANCES

Trop lourdement endetté

Le fondateur de Polly Peck renonce à racheter le capital de son groupe

M. Asil Nadir, le président de la firme Polly Peck International, a annoncé, vendredi 17 août à Londres, qu'il renonçait finalement à acquérir la totalité des titres de sa compagnie, contrairement à ce qu'il avait déclaré en début de semaine (le Monde du 15 août).

M. Nadir avait créé son groupe en 1979 en Grande-Bretagne et l'avait depuis largement diversifié dans les textiles, la distribution de fruits, les loisirs... et l'électronique en rachetant Sansui Electric. Trop endetté, Polly Peck a vu son cours

en Bourse chuter. M. Nadir qui détenait encore 26 % du capital voulait sortir sa société de la Bourse en rachetant le reste des parts.

Mais il fallait, pour ce faire, réunir 2 milliards de livres. Il en a donc été incapable, comme les milieux financiers britanniques l'avaient d'ailleurs pressenti.

Si la manœuvre n'a pas échoué à Londres, elle a toutefois choqué les autorités de la City qui ont officiellement demandé des explications à M. Nadir.

Le chaud et soif des campagnes

Suite de la première page.

« Le maïs non irrigué est dans une situation catastrophique », affirme M. Serge David, le chef du développement de l'AGPMA (Association générale des producteurs de maïs). Pour le maïs irrigué, tout dépendra des possibilités d'arroser avant le 15 septembre. Un problème de coût de production va se poser, car si le prix de l'eau augmente en France, les prix agricoles fixés à Bruxelles ne suivront pas nécessairement.

Le stress des plantes

Le maïs irrigué (qui couvre 600 000 hectares sur les 2,2 millions d'hectares ensemencés) devrait, quoi qu'il arrive, enregistrer des rendements inférieurs à ceux de l'an passé. Dans les régions qui ont pu mener leur arrosage jusqu'au bout sans restrictions — comme le Bassin parisien et l'Alsace — la productivité sera, d'après un professionnel, « fabuleuse ». Les maïs partiellement irrigués seront médiocres. Quant au maïs sec du Sud et du Sud-Ouest, il court à la catastrophe. « La canicule est intervenue en pleine floraison », déplore M. David. Avant le 14 juillet, on pouvait espérer des rendements records. Maintenant, le manque d'eau freine le remplissage des grains. On peut encore perdre 20 % de la récolte... »

Le stress climatique de l'été apparaît par certains aspects plus graves qu'en 1989. Il est intervenu sur des sols secs et privés de réserves en

eau. Les lacs collinaires étaient à leur étiage, les nappes phréatiques souvent au plus bas. La canicule a de surcroît provoqué des phénomènes inconnus l'année dernière : le stress des plantes qui, bloquées par les températures supérieures à 50°C, ont stoppé net leur fécondation. Au total, un long croissant de sécheresse s'étend sur une soixantaine au moins de départements compris entre le sud de la Bretagne et le Sud-Est. « Même si la pluie tombe, cela n'arrangera rien », estime M. Jean-Michel Delmas, responsable de la cellule sécheresse à la FNSEA. Le mal est fait. Le soja, le tournesol et le sorgho devraient aussi pâtir du climat, tant en volume qu'en qualité.

La situation est d'autant plus préoccupante pour le monde agricole qu'elle coïncide avec une crise aiguë sur le marché de la viande bovine. Alors que dans plusieurs régions le manque de fourrage inciterait à réduire les cheptels par l'abattage, la chute des prix de la viande (-10 % depuis janvier), due notamment aux importations très bon marché en provenance des pays de l'Est, paralyse les éleveurs.

Les projections des organisations professionnelles montrent qu'en 1990 la France dégagera un excédent commercial agro-alimentaire de l'ordre de 60 milliards de francs, soit 10 milliards de plus qu'en 1989. Dans ce contexte, les syndicats ne veulent pas entendre parler d'un impôt sécheresse, estimant que la répartition de la solidarité devrait



pouvoir être réalisée au sein même de la filière verte. Aussi pressent-ils les pouvoirs publics de procéder aux arbitrages « nécessaires » dans trois directions : le report des annuités des emprunts en fin de période de prêt ; la distribution à bas prix et en quantité suffisante de fourrage pour la sauvegarde du bétail ; le versement à l'agriculture de moyens de trésorerie pour lui permettre de réensemencer les terres dès la prochaine campagne. La FNSEA espère en outre que Bruxelles relèvera le plafond de production imparté au sorgho, sans quoi les agriculteurs ayant choisi cette « spéculation » seront pénalisés par une baisse des prix communautaires.

A combien s'élèvera la facture ? Nul ne veut avancer de chiffres dans les rangs agricoles. On souligne que, sur les 580 millions de francs promis en 1989 par le gouvernement, de nombreuses aides n'ont pas été versées en raison de la complexité administrative qui régissait leur octroi. « Nous voulons des mesures simples et applicables », précise M. Delmas, qui n'hésite pas à demander, pour certaines zones particulièrement touchées, une aide à personnes en danger. « Nous avons eu presque toutes les sept plates d'Egypte, conclut-il. Il nous manque seulement les plumes de grenouilles et de crickets... »

ÉRIC FOTTORINO

Après la chute des cours de la viande

M. Nallet accorde des primes européennes aux éleveurs de bovins

Les prix de la viande bovine et de la viande ovine ont fortement chuté provoquant diverses manifestations d'éleveurs. Pour la FNSEA, le syndicat agricole, les cours ont perdu 6,4 % ce dernier mois et 10 % depuis le début de l'année, en raison notamment d'importations massives de viande des pays de l'Est. C'est pourquoi des manifestants à Moulins (Allier) ont intercepté vendredi 17 août des camions allemands chargés de moutons de cette provenance.

En réponse, M. Nallet, le ministre de l'Agriculture, a signé vendredi la circulaire appliquant en France l'aide communautaire aux éleveurs de bovins qui acceptent de réduire leur production (aide à l'« extensification »). Le régime, expérimental jusqu'à la fin de 1990, prévoit que les éleveurs reçoivent des primes pendant cinq ans « pour les animaux, non produits », s'ils s'engagent à réduire leurs troupeaux de plus de 20 %. Le ministre espère que cette mesure « attendue par la profession » permettra aux éleveurs de s'adapter à la baisse des cours.

PUBLICITÉ

Après l'URSS et la Hongrie

Young and Rubicam s'installe en Tchécoslovaquie

Après Moscou et Budapest, le groupe publicitaire américain Young and Rubicam s'installe en Tchécoslovaquie en rachetant AB Line Studios, une des rares agences tchèques. Si Saatchi and Saatchi a ouvert, il y a quelques mois, un bureau à Prague pour analyser le marché, Young and Rubicam est le premier groupe à tenter de s'implanter en Tchécoslovaquie.

Même si, dans la plupart des pays de l'Est, la rentabilité d'une agence de publicité est encore problématique, le groupe américain est poussé par quelques-uns de ses gros clients comme Colgate, Kodak ou Xerox qui veulent commercialiser leurs produits à l'Est.

La Tchécoslovaquie possède quatre chaînes nationales de radio et une dizaine de stations régionales qui acceptent toutes la publicité.

Une radio commerciale vient de faire récemment ses premiers pas. Trois chaînes nationales de télévision programment chacune deux écrans quotidiens de publicité de dix minutes. La presse écrite, encore largement sous le contrôle de l'Etat, publie aussi des annonces publicitaires.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 AOUT

PARIS

Débâcle ou krach mou ?

INDICE CAC 40

-6,6%

Après avoir été très secoué au cours des deux précédentes semaines, la Bourse de Paris a, ces derniers jours, littéralement plongé devant la nouvelle montée des périls au Moyen-Orient. C'est presque un euphémisme de dire que cette semaine, réduite à quatre séances par la fête de l'Assomption, a été terrible rue Vivienne.

Commencée par une chute sévère de 3,3 % dès lundi, elle se poursuivait le lendemain par une reprise complètement ratée et un nouveau recul des cours (0,52 % après 1,08 % de hausse en début d'après-midi). Jeudi, après vingt-quatre heures de chômage forcé, le marché tentait à nouveau de se redresser (+1,15 % en mi-journée). Mais sans y parvenir vraiment. Tous les gains initiaux étaient en effet reperdus dans l'après-midi (+0,01 %), avant que, tout de même, durant les dernières minutes de cotation, le marché se décide à se raffermir un peu (+0,66 %). Bien inutilement. A la veille du week-end, il plongeait derechef. En clôture, l'indice CAC 40 annonçait la couleur : rouge vif avec une nouvelle et sévère glissade de 3,38 % (après un creux à -4,30 %). Tant et si bien que d'une semaine à l'autre, les valeurs françaises se sont encore dépréciées de 6,6 %. Depuis le 27 juillet,

leur baisse atteint maintenant 17 %, les ramenant ainsi à leur plus bas niveau depuis le mois de mai 1989. La liquidation générale, qui aura lieu jeudi 23 août, risque d'être terrible, sauf rebondissement de dernière minute. Elle est actuellement perdue de 16,33 %, ce qui ne s'était jamais vu depuis la terrible échéance du mois d'octobre 1987 après le passage du krach rue Vivienne (-21,17 %).

La récession américaine en vue

« Une véritable débâcle », commentait un spécialiste au teint cirieux appuyé contre une colonne du temple au vu des dégâts commis à la cote. Il est vrai qu'il, comme sur de nombreuses places internationales, les opérateurs avaient jusqu'au dernier moment privilégié une solution négociée à la crise du Golfe en imaginant que le roi Hussein, en visite chez M. George Bush, président des Etats-Unis, était porteur d'un message du président irakien Saddam Hussein. A la déception causée par la vanité de cet espoir ont immédiatement succédé les craintes très vives suscitées par les propos vengeurs tenus par le numéro un irakien à l'endroit du chef de la Maison Blanche.

A la veille du week-end, la communauté financière parisienne avait vraiment l'impression qu'une explosion était prête de se produire dans le Golfe. Au plus mauvais moment, dans la mesure où la confirmation est venue cette semaine que le processus d'en-

tre dans la récession était bien engagé outre-Atlantique. Le danger de stagnation se précise : avec, d'un côté, la chute en juillet (-2,6 %) des mises en chantier de logement, à leur plus bas niveau depuis huit ans et, de l'autre, la hausse des prix de détail le même mois (+0,3 %) plus rapide que prévu. Crise diplomatique ou conflit militaire : de toute façon, le note à régler pour les Etats-Unis va être salé. Une très mauvaise nouvelle au moment où le dollar décroche et où le président Bush tape du poing sur la table en menaçant de couper dans les dépenses pour réduire de façon drastique le déficit budgétaire, comme la loi lui en donne le droit en l'absence de consensus. Sans parler de la possibilité d'un troisième choc pétrolier. Il n'y a qu'un pas. De nombreux boursiers l'ont franchi, au moins mentalement. Car singulièrement, si krach il y a - les retraites précipitées faites par les différents marchés de la planète ne laissent guère de doute à ce sujet - il est mou et même très mou. Partout les mouvements de baisse se font dans l'ordre, sans panique et avec généralement assez peu d'affaires. Ainsi à Paris, sur le marché du RM (réglement mensuel), les transactions n'ont pas dépassé quotidiennement 2 milliards de francs. A New-York, les échanges portent, au plus, sur 140 millions de titres. Une misère !

Interrogés, les spécialistes ne savent trop que répondre : « Les grands décideurs sont en va-

cances », nous a-t-il été timidement répondu. Un gamin ne croirait pas à cette version. Faut-il voir dans cette apparente renouveau à sombrer dans un noir pessimisme, le secret espoir de voir la crise se déliter ? Singulièrement, quelques-uns paraissent y croire dans les milieux financiers parisiens. Selon eux, le président Saddam Hussein jouerait avec l'effet psychologique de la terreur pour essayer d'obtenir, en nuancant ultérieurement le propos, ce que lui n'est encore prêt à lui accorder. Un pari peu coûteux, qui pourrait rapporter gros, mais en même temps terriblement dangereux si la partie adverse n'a pas les nerfs solides. Mais à force d'anticiper, les boursiers finissent peut-être par rêver. A cet égard, la rentrée dans quelques jours des premiers grands escadrons d'investisseurs pourrait être instructive.

Une chose au moins est certaine : Michelin, lui, ne rêve pas. Vu la situation régnant sur les marchés, le numéro un mondial du pneumatique renonce à lancer un emprunt de 150 millions de francs suisses. Quand on connaît les besoins de financement de Biberum, cela semble être un mauvais présage. Par sympathie avec les autres sud-africains, en pleine effervescence vu la flambée des cours de l'or, Salsigne, la seule mine d'or française, a grimpé de 10,3 %.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Au plus bas depuis mars

NOUVEAU DOW JONES

-2,6%

Nouveau coup de froid au pic de l'été. La Bourse new-yorkaise a poursuivi cette semaine sa chute par paliers. Une semaine au demeurant qui n'avait pas trop mal commencé avec l'annonce de la visite du roi Hussein, intermédiaire de la paix, qui allait susciter un regain de confiance. Une hausse timide s'ensuivit, mais les sceptiques allaient l'empêcher. En milieu de semaine, faible (180 milliards de titres échangés par jour), le Dow Jones décrochait par deux fois en fin de semaine, pour finalement tomber à son plus bas niveau depuis le mois de mars.

Tournés vers La Mecque, où les troupes américaines affluent, les gestionnaires des caisses de retraite revinent le syndrome de l'ensablement ininterrompu du début des années 80. Qui plus est : le spectre de la stagnation s'est conjugué au bruit des boîtes ensablées. L'indice de l'inflation s'est échauffé, avec une hausse de 0,4 %, inattendue, ne prenant pas même en compte la montée inéluctable du prix à la pompe. La chute des mises en chantier de logements (-2,6 %) a continué l'approche de la récession bien avant l'éclatement de la crise.

La Bourse subit, en outre, le contre-coup de l'effet de liquidité, selon les

analyses de Birmyn, une entreprise spécialisée. D'une part, les investisseurs institutionnels ont retrouvé leur comportement des temps de crise et se défont de leurs portefeuilles trop volatils. Les actions des firmes de voyages ou de technologie s'affaiblissent. Avec le Dow Jones à 2 999,75 le 20 juillet dernier, tous les opérateurs espèrent le dernier coup de collier d'une Bourse embellie afin de sauvegarder leur mise. La machine s'est éteinte.

	Cours 10 août	Cours 17 août
Alcoa	63 1/4	63
ATT	35	33
Boeing	53 1/8	48 3/8
Chase Man. Bank	18 5/8	18
De Post de Neuwien	37 3/8	37
Eastman Kodak	41	40
Exxon	51 1/2	52 1/8
Ford	37 3/4	36
General Electric	66 5/8	64
General Motors	39 3/8	37 1/4
Goodyear	24 1/2	24 1/4
IBM	101 7/8	101 5/8
ITT	54 3/4	52
Metall Oil	62 7/8	66
Pfizer	71 1/2	69 1/8
Schlumberger	66 1/8	64 7/8
Telex	63	63 3/4
UAI Corp (ex-Allegis)	107 1/2	101 1/4
Union Carbide	17 1/8	15 7/8
USX	32 3/4	32 1/2
Westinghouse	32 1/4	31 3/8
Xerox Corp.	44	42 1/8

* En coupon.

TOKYO

NOUVEAU NIKKEI

-2%

« On ne sait pas où l'on va », commentait, perplexe et inquiet, un professionnel vendredi 17 août. La Bourse de Tokyo a été déstabilisée cette semaine. Sur fond de crise au Moyen-Orient, les séances furent agitées et contradictoires. D'un vendredi à l'autre, l'indice Nikkei aura finalement perdu 2 %.

Lundi, la succession de reculs qu'elle connaît depuis le début de la crise irako-koweïtienne s'est poursuivie. L'indice Nikkei perdait 1 153 points, pour retrouver ses niveaux d'avril 1988, voisins de ceux du lundi noir d'octobre 1987.

Puis, ragaillardis par quelques prises de bénéfices, le Kabuto-cho se ressaisissait mardi en regagnant 496,1 points. Tout comme mercredi, dynamisé par des rumeurs selon lesquelles l'Irak retirerait ses troupes du Koweït, il affichait l'une des plus fortes hausses de son histoire : 1 152,68 points, soit 5,48 %. L'embellie fut de courte durée. Jeudi, le marché abandonnait 562,68 points et vendredi, l'indice Nikkei s'inscrivait en clôture à 26 786,72 soit un repli de 762,72 (2,8 %) sur son niveau de la veille.

L'annonce d'une baisse de 0,1 % des prix de gros japonais pour le mois de juillet n'a eu aucune inci-

dence sur la tenue du marché. Les professionnels ont un sujet « domestique » de préoccupation : l'arbitrage. Les volumes sont faibles et le marché s'ennuie. Un climat donc propice aux opérations d'arbitrage entre les marchés au comptant et à terme, d'où les violents coups d'accrochage qui agitent Tokyo. Mais toutes ces opérations sont effectuées par des arbitrageurs étrangers. En conséquence, les grandes maisons de titres japonaises ont réclamé aux autorités boursières la mise en place de mesures destinées à encadrer ces opérations. Difficile pour le ministre des Finances d'y répondre positivement. Il restera « encore » un contre-argument aux arbitrageurs étrangers : une telle réglementation favoriserait les maisons japonaises et fausserait la concurrence.

Indices du 17 août : Nikkei, 26 786,72 (c. 27 329,55); Topix, 2 033,30 (c. 2 056,88).

BRUNO BIRLOTTI

(correspondance)

	Cours 10 août	Cours 17 août
Alcatel	835	791
Bridgepointe	1 300	1 290
Canon	1 580	1 610
Fuji Bank	2 320	2 370
Honda Motors	1 520	1 510
Mitsubishi Electric	1 810	1 800
Mitsubishi Heavy	835	833
Sony Corp.	7 810	7 650
Toyota Motors	1 990	1 950

LONDRES

Net alourdissement : -2,5 %

Devant l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, la résistance du London Stock Exchange a très nettement faibli cette semaine et les valeurs britanniques sont tombées à leur niveau le plus bas depuis le mois de mai dernier après un repli de 2,5 % en moyenne. En plus du triste exemple donné par Wall Street et le Kabuto-cho, le marché britannique a été contraincé aux problèmes économiques internes avec les craintes inflationnistes exacerbées par la progression trop rapide des salaires, une consommation en augmentation plus rapide que prévu, et une hausse des prix de détail jugée encore excessive, malgré le ralentissement patent en juillet.

La plupart des compartiments se sont alourdis, à l'exception des mines d'or, en plein « boom » (+13,7 %) à cause de la flambée du métal jaune, et des pétrolifères.

Indices « FT » du 17 août : 100 valeurs, 2 176,9 (c. 2 233,8); 30 valeurs, 1 678,9 (c. 1 743); mines d'or, 235,8 (c. 207,4); fonds d'Etat, 77,11 (c. 78,29).

	Cours 10 août	Cours 17 août
Bovater	475	485
BP	362	375
Charter	432	425
Comstock	320	310
De Beers (*)	12 3/16	11 3/16
Glaxo	804	727
GLS	13 7/8	13 7/8
ICI	540	525
Rennet	903	875
Shell	483	490
Unilever	664	660
Vickers	222	219

* En dollars.

FRANCFORT

Nouvel accès de déprime : -4,2 %

Les frissons observés sur les Bourses allemandes depuis la réaffirmation ne sont décidément plus qu'un lointain souvenir. Pour la quatrième semaine consécutive, Francfort a baissé, et même franchement décroché. D'un vendredi à l'autre, l'indice de la Commerzbank a fléchi de 4,2 %, le DAX de 4,8 %. Depuis le 20 juillet, la chute est supérieure à 15 %. Seule consolation : comme ailleurs, les courants d'échanges ont été extrêmement ténu : 27,62 milliards de deutschemarks pour les huit places allemandes contre 44,18 milliards la semaine précédente.

Les nouvelles tensions dans le Golfe, la hausse des prix du pétrole, la déprime de New-York et de Tokyo : autant de raisons, qui ont incité les opérateurs à tourner le dos au marché.

Indices du 17 août : Commerzbank, 2 051,20 (c. 2 141,50); DAX, 1 665,88 (c. 1 749,34).

	Cours 10 août	Cours 17 août
ABF	283,50	266
BASF	258,50	247,70
Beier	262,50	258,50
Commerzbank	279,50	265,50
Deutschebank	747	704
Hoechst	235,50	246
Karstadt	683	687
Messerschmitt	263	278,50
Siemens	686,50	661,50
Volkswagen	544	514

Dans l'attente d'un reprenneur

Sedri placée en redressement judiciaire

Le tribunal de commerce de Nanterre a placé vendredi 17 août le groupe Sedri (services informatiques et publicité télématique) en redressement judiciaire et nommé M. Jean-Pierre Adam administrateur judiciaire.

Seules les branches audio et médicale du groupe (représentées par quatre filiales) ne sont pas concernées par ce jugement.

L'activité de Sedri (basée dans l'Aisne) va donc se poursuivre avec les dirigeants actuels, a précisé l'administrateur judiciaire qui se donne « quelques semaines pour trouver un reprenneur » et invite les commerçants à patienter jusque-là.

En effet, plus de 20 000 commerçants-adhérents sont victimes des difficultés de Sedri et quelque 2000 se sont groupés en mouvement de défense un peu partout en France (Belfort, Paris, Lyon, Nice, Toulouse, Périgueux, La Rochelle, en Isère et en Normandie notamment). L'entreprise avait placé chez eux, selon un procédé original et complexe, des consoles télématiques diffusant de la publicité et des services (le Monde du 18 août).

CONJONCTURE

Le plus faible déficit depuis décembre 1983

Bonne performance du commerce extérieur américain en juin

Le commerce extérieur des Etats-Unis se porte mieux. En juin, le déficit commercial américain a été limité à 5,07 milliards de dollars (27 milliards de francs environ), contre 7,7 milliards en mai, a annoncé le département du commerce vendredi 17 août.

C'est la première fois depuis le mois de décembre 1983 qu'un déficit mensuel aussi faible est enregistré. Sur les six premiers mois de l'année, le déficit moyen mensuel revient donc à 7,6 milliards de dollars contre près de 9 milliards au cours du semestre précédent.

Le bon résultat de juin a été obtenu à la fois grâce à une baisse des importations et une progression des exportations. Ces dernières ont atteint le niveau record de 34,3 milliards de dollars (+4,6 % par rapport à mai), principalement sous l'effet d'une importante livraison d'avions commerciaux.

Quant à la diminution de 2,9 % des importations (à 39,37 mil-

liards), elle est attribuée principalement à la faiblesse de la demande intérieure constatée depuis plusieurs mois aux Etats-Unis.

Cependant, le gonflement de la facture pétrolière des Etats-Unis consécutive à la flambée récente des cours du brut devrait affecter le solde commercial des Etats-Unis à partir du mois d'août. Il n'est donc pas encore certain que le déficit de l'année 1990 puisse être - pour la première fois depuis 1983 - contenu sous la barre de 100 milliards de dollars. En juin les importations pétrolières des Etats-Unis ont chuté de 14,7 % par rapport au mois précédent, s'établissant à 3,69 milliards de dollars.

Avec une hausse annuelle de 9,8 %

L'inflation en Grande-Bretagne se stabilise en juillet

La hausse des prix de détail a été limitée à 0,1 % en Grande-Bretagne en juillet, maintenant le taux d'inflation en rythme annuel à 9,8 %, selon les statistiques officielles publiées vendredi 17 août. Il s'agit d'un meilleur résultat obtenu par la Grande-Bretagne en matière de prix depuis juillet 1985.

En excluant les versements d'intérêts des hypothèques et les impôts locaux (poll tax), le taux d'inflation s'est établi à 7 % en juillet contre 6,9 % en juin.

Cependant, les analystes s'attendent à ce que le taux d'inflation britannique franchisse la barre des 10 % au cours des prochains mois, en raison de l'augmentation du coût de l'énergie.

« L'Aéropostale pourrait transporter des passagers. - La Poste française pourrait acquérir onze appareils américains Boeing 737 pour améliorer d'ici à 1992 le service du courrier, mais également - et pour la première fois dans l'histoire de l'Aéropostale - afin de transporter des passagers payants. Cet avion moyen porteur (100 à 140 passagers) dispose d'un dispositif d'aménagement dit « quick change » qui permet de modifier très rapidement le volume et la disposition intérieure du fuselage. Ce dispositif permet « de transporter le jour

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 10-8-90 Cours 17-8-90

	Cours 10-8-90	Cours 17-8-90
Or fin (à la livre)	87 350	88 000
Or fin (à la once)	87 350	88 180
Pilote américain (20 lb)	429	481
Pilote français (10 lb)	378	384
Pilote suisse (20 lb)	482	480
Pilote indien (20 lb)	429	418
Pilote indonésien (20 lb)	395	406
Indonésien	603	628
Soudanais Elizabeth II	501	520
Dani-écora	391	394
Pilote de 20 dollars	2 580	2 580
10 dollars	1 350	1 340
5 dollars	690	690
50 pence	2 580	2 620
20 pence	332	386
10 pence	166	193
5 pence	83	96

* Cas où l'or n'est pas coté, voir la cotation hebdomadaire supplémentaire.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Haut %	Valeurs	Bas %
Min. Pro Selig	9,5	BP France	-26,3
CODETEL	8,3	Flachsmann	-21,3
UAI (ex. B&L)	6,8	Son. Alford	-20,2
De Dietrich	6,3	Mecanump	-17,6
Compt. mod.	4,4	Labo R. Bédou	-17,3
Desmoulin	4,1	Fire-Lite	-15,9
SOGERAP	2,1	FCM	-15,1
SOEXERO	1,6	CCF	-15,0
Thomson-CSF	1,4	Geisler	-14,9
Regin Sey	1,1	BC	-14,2
CEED	1,0	Bouley Int.	-13,8
SEB	0,2	Sanefrance	-12,1

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Sicr. Rosignol	102 487	552 515 901
Col. Lafayette	243 298	488 622 110
COE	772 842	430 884 199
Pergeot SA	599 402	370 531 533
Eaux (G. des)	127 461	299 057 248
Suez (C. de)	846 804	290 972 098
Saint-Gobain	635 295	274 768 908
BSN	316 845	249 646 231
EL-Aquilaine	358 127	247 189 470
La-Coppe	598 766	229 129 129
LVMI	59 398	228 476 407
L'Oréal	381 399	189 797 026
Rhône-Poul.	510 674	167 399 208
Lyon. des Eaux	323 383	167 244 320

(*) Du vendredi 10 août au jeudi 16 août 1990 inclus.

des passagers » et « la nuit du fret postal », explique à ce sujet dans son dernier numéro la revue mensuelle du ministère. Messages. La Poste affrète déjà quatre Boeing 737 à ICS, filiale d'Air Inter, qui servent au courrier la nuit et transportent le jour les passagers d'Air France et Air Inter. Pour la Poste, le coût de l'opération - qui au départ vise à améliorer le service du courrier - pourrait être abaissé grâce au transport de passagers.

سكس (من لامل)

La crise du Golfe et les réactions en France

Scènes d'exode à la frontière jordanienne

Pour la troisième journée consécutive, plusieurs milliers de personnes, en majorité des Égyptiens et des Soudanais, ont franchi vendredi 17 août la frontière irakienne et sont arrivés à Roweiched en Jordanie. Jeudi, ils étaient près de six mille et les voyageurs expliquaient qu'au poste frontalier irakien de Rabta, à 70 kilomètres de là, des milliers d'autres attendent, dans des conditions précaires, l'autorisation de passer.

Poings serrés, la colère dans les yeux ou bien résignés et craintifs, ils racontent comment les Irakiens confisquent systématiquement postes de télévision, magnétoscopes et appareils électroniques en tout genre.

Roweiched est le poste-frontière sur la route Bagdad-Amman-Akaba, quelque 1 200 kilomètres à travers le désert. Le port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge, est le dernier accès à la mer qui reste à l'Irak. Vendredi à la mi-journée, des camions lourdement chargés, qui constituaient quasiment le seul trafic à destination de l'Irak, passaient à Roweiched au rythme d'un toutes les six ou sept minutes.

Plusieurs dizaines de poids lourds avaient déjà été repérés jeudi sur la route Akaba-Amman

roulant vers l'Irak, ou stationnant au poste-frontière, alors que leurs chauffeurs remplissaient les formalités avant de reprendre la route. Certains de ces camions étaient chargés de matériel destiné à un complexe pétrochimique, d'autres transportaient des véhicules de marque japonaise ou des éléments de maisons préfabriquées.

Manque de vivres

Des dizaines de ressortissants sud-coréens ont également passé vendredi la frontière, à bord d'un convoi d'une douzaine de véhicules immatriculés au Koweït. Le chef du groupe a refusé de répondre à toute question, confirmant seulement venir de Koweït via Bagdad. Comme chaque jour depuis le début de la crise, plusieurs diplomates de l'ambassade des États-Unis à Amman étaient présents pour accueillir d'éventuels ressortissants américains. Attente, aujourd'hui encore, déçue.

Les témoignages sur la situation au Koweït, qu'il y a trois, cinq ou six jours, divergent mais tous les voyageurs interrogés se plaignent du manque d'approvisionnement. Selon les quartiers, semble-

t-il, il y a ou non de l'eau et de l'électricité, mais tout Koweït, selon les réfugiés recueillis, manque de plus en plus cruellement de vivres.

« Tout a été pillé par les Irakiens, il n'y a plus rien à manger et nous sommes partis car nous n'avons plus d'espoir que la situation s'améliore à brève échéance. Nous avons fait les valises, fermé la maison, et pris la route. » Le récit de ce Soudanais commandant de bord sur la compagnie aérienne koweïtienne reflète l'impression générale. Si tous fuient, les conditions de l'exode ne sont pas les mêmes pour tous. Un sur quatre a sa propre voiture, souvent surchargée de valises et de colis fiscaux. Le véhicule - souvent une camionnette hors d'âge - est transformé à l'aide de couvertures et de cartons en une sorte de « maison » à l'intérieur de laquelle on attend le visa d'entrée en Jordanie.

D'autres réfugiés arrivent à bord d'autocars qui les débarquent avec leur chargement de baluchons et de couvertures. Ils ont encore de la chance. Au bas de l'échelle, il y a ceux qui n'ont pu que mendier une place sur la plate-forme d'un camion retournant à vide vers Akaba... (AFP)

M. Rocard crée un groupe d'experts sur les conséquences des événements

M. Michel Rocard, qui a repris ses activités, le 16 août, à l'hôtel de Matignon, a décidé, vendredi 17 août, la création d'un groupe d'experts chargé d'établir, avant la fin du mois de septembre, un premier rapport sur « les conséquences économiques et sociales, à court et moyen terme, des événements du Golfe ».

Dans une lettre adressée à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État au Plan, le premier ministre lui demande de « constituer un groupe associant des experts des organisations syndicales de salariés, des organismes représentant les entreprises, ainsi que les principales administrations concernées ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui participait à un dîner-débat avec M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, à Soubert, dans les Landes (voir page 6), a insisté sur ce qu'il a qualifié de nouvelle « table ronde ». « Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est une politique. » En outre, nous indique notre correspondant dans les Landes, M. Juppé a reproché au gouvernement d'avoir, dans la crise du Golfe, « fait un pas en avant et deux pas en arrière ». « Nous ne devons pas céder, ni laisser aux États-Unis le soin de défendre la liberté et le droit international, a ajouté le secrétaire général du RPR, et nous avons certainement

des initiatives à prendre au Conseil de sécurité. »

M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a évalué, vendredi, à « au moins 2 milliards de francs » le coût du maintien, pendant un an, de la présence militaire française dans le Golfe. Jugant « raisonnable » l'opération décidée par le gouvernement, M. Fillon, qui s'exprimait sur Europe 1, estime que le président de la République a eu raison de « ne pas céder à la politique américaine » et de « garder à la France une certaine liberté de manœuvre ».

M. Georges Marchais a critiqué, vendredi, les « déclarations belliqueuses » de M. George Bush. Pour le secrétaire général du PCF, si « l'agression et l'annexion du Koweït par l'Irak sont et demeurent inacceptables, elles n'autorisent en rien le président des États-Unis à faire peser de tels dangers sur la paix ». Enfin, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) condamne « l'entrave économique de l'Irak et l'envoi de soldats dans les eaux du Golfe », car « ces provocations ne peuvent servir qu'à souder les populations opprimées de cette région du monde derrière des bannières aux airs de démagogues tels que Saddam Hussein ».

Selon l'IFOP les Français approuvent la position de leurs dirigeants

61 % des Français approuvent la position française sur l'embargo (et non le blocus) contre l'Irak, selon un sondage de l'IFOP fait par téléphone auprès de 1 001 adultes les 14 et 16 août, et dont le Figaro publie les résultats samedi 18 août. Cette approbation est majoritaire dans l'électorat de gauche et dans celui du RPR et de l'UDF, tandis que les sympathisants du Front national se divisent par moitiés égales (50-50) entre partisans et adversaires de la politique française. Au total, 51 % des Français, selon ce sondage, désapprouvent cette politique.

Les personnes interrogées estiment pourtant en majorité (52 % contre 36 %) que l'embargo ne peut être appliqué sans blocus. Elles approuvent, d'autre part (65 % contre 27 %), les dirigeants américains et britanniques d'avoir envoyé des troupes en Arabie saoudite, cet assentiment étant nettement majoritaire dans tous les électorats (de 61 %, pour la gauche, à 71 % pour l'UDF). L'envoi d'émissaires est considéré comme « utile pour mieux faire comprendre la position française » par 72 % des personnes interrogées (contre 26 %), seuls les électeurs du Front national étant majoritairement d'avis contraire (61 % contre 39 %). 63 % des personnes interrogées (contre 33 %) pensent que cette initiative peut « aider à trouver une solution » à la crise.

Le CRIF : « Amalgame »

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a protesté, jeudi 16 août, contre le fait que « des commentateurs aient pu verser dans le piège grossier tendu par Saddam Hussein, qui a voulu établir un amalgame entre l'invasion, par ses hordes, du Koweït, et la situation des territoires occupés par Israël ». « Préter le flanc à une telle supercherie n'est ni cohérent ni sérieux », estime M. Kahn.

« Chacun sait que les territoires (Cisjordanie et Gaza) furent annexés en 1950 par la Jordanie et l'Égypte, au grand dam de la Ligue arabe, alors déjà divisée, et que ce n'est qu'en 1967 que ces territoires furent administrés par Israël, suite à la guerre que lui déclarèrent l'ensemble des États arabes en vue de sa destruction. »

Le président du CRIF a ajouté : « Il va de soi que nous souhaitons ardemment une solution pacifique à ce conflit, et nous nous emploierons à encourager le gouvernement israélien à y parvenir. Mais jamais les Israéliens ne voudront annexer les territoires, alors que Saddam Hussein annonçait, quelques jours après l'invasion du Koweït, le rattachement de cet État à l'Irak. Est-il nécessaire de rappeler les circonstances dans lesquelles s'est effectuée cette conquête (exécutions sommaires, pillages, viols) ? »

Les facettes de la sonde Magellan

La sonde Magellan a causé des frayeurs aux scientifiques de la NASA. Les techniciens du laboratoire de Pasadena (Californie) procédaient à des essais jeudi 16 août dans la soirée, quand ils ont subitement perdu tout contact avec cette sonde en orbite autour de Vénus depuis le 10 août. La liaison a heureusement pu être rétablie vendredi 17 en fin de matinée, après plus d'une heure d'efforts.

La sonde utilise, pour se positionner, un certain nombre d'étoiles, exactement comme un navigateur qui ferait le point dans la nuit. Les scientifiques pensent qu'elle a probablement dirigé son antenne sur une « mauvaise étoile » qui n'était pas programmée sur l'ordinateur dans le cadre de cette mission, ce qui lui a fait perdre contact avec la Terre.

Cette erreur déclenche automatiquement un dispositif d'urgence. Passé un délai de dix-huit heures, la sonde devait commencer à chercher à se réorienter vers la Terre mais, par chance, deux de ses signaux ont été captés au sol avant la mise en route de cette procédure, et les techniciens ont pu localiser l'engin et reprendre contact avec lui.

En tout état de cause, les clichés de Vénus pris avant cet incident se sont révélés de bonne qualité et les premières photographies de cette planète seront publiées dès la semaine du 20 au 27 août, et non en septembre comme la NASA l'avait prévu. Les clichés montrent notamment « des flots de lave, des fractures du sol et des cônes de cendres », selon Tony Spear, un responsable du projet. (AFP)

Les manifestations contre le tracé du TGV-Méditerranée

La SNCF maintient un service normal samedi

La direction régionale SNCF de Provence-Côte d'Azur devait mettre en circulation tous les trains prévus normalement samedi 18 août malgré les menaces d'occupation des voies lancées par les opposants au tracé du TGV dans la région, a indiqué la société nationale vendredi dans un communiqué.

Les associations provençales ont en effet lancé leur première manifestation unitaire pour « exiger une vraie concertation afin que le train de l'avenir ne détruise pas la Provence », prévoyant de bloquer la circulation des trains dans six départements (Bouches-du-Rhône, Gard, Drôme, Var, Vaucluse et Hérault) et d'installer sur les routes des « barrières filtrantes », avec distribution de produits régionaux, samedi à partir de 18 heures.

La SNCF précise qu'elle « ne peut que regretter les désagréments » pour la clientèle qui risquent de résulter de ces actions et souligne qu'elle

« s'efforcera de les réduire au minimum ». Samedi matin a été considéré comme période bleue (au lieu de période blanche) pour que les clients ayant avancé leur départ ne perdent pas le bénéfice d'éventuels tarifs réduits. Samedi soir, les centres de renseignements téléphoniques de Paris et du sud de la France devraient rester ouverts jusqu'au milieu de la nuit. En cas de perturbations, le minuteur (36 15 SNCF) donnera la situation des retards en temps réel, et l'assistance aux voyageurs devrait être renforcée dans les gares.

PRÉCISION. — Nous annonçons dans le Monde du samedi 18 août le décès de M. Jean-Marie Dupuy, adjoint au directeur du projet TGV-Provence. Les obsèques, annoncées pour la journée du samedi 18 août à Aix-en-Provence, ont été reportées.

A Soustons (Landes)

MM. Juppé (RPR) et Bayrou (UDF) réaffirment leur volonté de « jouer collectif »

MONT-DE-MARSAN
de notre correspondant

Moins de deux mois après la création de l'Union pour la France, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et François Bayrou, délégué général de l'UDF, se sont retrouvés, vendredi 17 août, pour un dîner-débat à Soustons, dans les Landes. Ils ont tenu un discours rassembleur, en rappelant l'objectif des élections législatives de 1993.

« Il n'y a pas de victoire dans la division, nous devons jouer collectif », a affirmé M. Juppé, pour qui « il n'y a pas de démocratie sans partis » et « ce sont des zozos qui disent que la politique, c'est fini ».

Soustons aurait pu rester une commune ordinaire, plantée en pleine forêt landaise, à deux pas du littoral, mais un certain M. François Mitterrand y a élu domicile, en un lieu dit Latche. Dès lors, rien de ce qui se passe dans cette bourgade n'est innocent. M. Juppé a publiquement remercié le maire du lieu, M. Jean-Yves Montus, socialiste, d'être venu l'accueillir et

d'avoir prêté une salle pour le dîner-débat. Or, à l'heure où le responsable du RPR arrivait avec son homologue de l'UDF, le nom de M. Montus était connu, un peu plus loin, par cent soixante militants du Front national avec, en tête, le député européen Bernard Anthony, dit Romain Marie, parce que la municipalité avait refusé de prêter au parti d'extrême droite un terrain pour sa fête annuelle.

« Deux années de désarroi »

Dans le hall des sports, quelque quatre cents militants du RPR et de l'UDF se pressaient. A la table d'honneur, trois sénateurs et trois conseillers régionaux des deux grandes familles de l'opposition ont partagé, en même temps que le rôti de veau, les bons conseils de MM. Bayrou et Juppé, lesquels ont rappelé, tout au long de la soirée, qu'ils préfèrent aux luttes intestines le front commun contre le PS. « Nous devons désigner clairement l'adversaire commun et le

combattre », a affirmé M. Juppé. Si jamais des voix doivent s'élever contre l'union, le Palais Bayrou les fera taire d'un coup de rapatriement. « On continuera à en entendre, a-t-il dit. Ce sont des voix qui retardent. Plus nous avancerons, plus elles retarderont. »

« Nous sommes sur la même longueur d'onde », a repris M. Juppé. « Dès la mi-1991, a-t-il dit, nous devons être capables de réaliser la synthèse des états généraux de l'opposition. Celle-ci doit se doter d'une organisation puissante : la victoire de 1993 sera collective ou ne sera pas. » Pour M. Bayrou, la position de l'UDF est claire : « Nous sommes l'opposition, et non dans l'opposition », a-t-il affirmé. Le secrétaire général du RPR a reconnu, pour sa part, que le temps écoulé depuis l'élection du président de la République n'avait pas été « aride ». « Ce furent deux années de désarroi », a-t-il dit, en affirmant sa confiance dans l'avenir. — (Interim.)

Entretiens Genscher-Chevardnadze à Moscou

L'accord final sur les aspects extérieurs de l'unification allemande sera signé le 12 septembre

MOSCOU
de notre correspondant

La brève visite de travail effectuée jeudi 16 et vendredi 17 août à Moscou par le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a confirmé qu'aucune divergence de taille n'existait entre Moscou et Bonn sur l'unification allemande.

Après le sommet historique du Caucase, où M. Mikhail Gorbatchev avait levé les derniers obstacles se dressant sur le chemin de l'unification allemande, les deux pays ont déjà les yeux tournés vers

leur coopération future. M. Édouard Chevardnadze et son homologue ouest-allemand ont annoncé vendredi devant la presse qu'un accord politique final dans le cadre des discussions « 2 + 4 », qui réunissent les deux Allemagnes avec les quatre puissances victorieuses de l'Allemagne nazie, devrait être signé dès le 12 septembre à Moscou. Les problèmes internationaux liés à l'unification allemande devraient par conséquent être réglés dans moins d'un mois. Le document final est pratiquement prêt, seuls quelques détails restent à régler. M. Genscher a fait un passage une petite révélation en indiquant que la RFA et la RDA feraient d'ici le 12 septembre une « déclaration contraignante » sur les plafonds des forces armées de la future Allemagne unifiée.

Grandes ambitions

L'après-unification a constitué un volet important des discussions entre MM. Chevardnadze et Genscher. Plusieurs projets d'accords d'envergure sont à l'étude. Le ministre soviétique a parlé d'un « important accord » politique, qui réglera les relations entre les deux pays et d'un vaste accord de coopération économique.

L'URSS et l'Allemagne unifiée

devraient enfin conclure un accord portant sur les aspects matériels et financiers liés au stationnement et au retrait, dans un délai de trois à quatre ans, des 380 000 soldats soviétiques du territoire actuel de la RDA.

Moscou et Bonn nourrissent mutuellement de grandes ambitions. L'Union soviétique a besoin, plus que jamais, de la formidable machine économique allemande pour remettre en état le pays et l'aider à affronter le passage à l'économie de marché. Une ambitieuse coopération avec Moscou assurera d'autre part à l'Allemagne unie de vastes débouchés pour son économie, qui confirmerait encore davantage sa présence à l'Est de l'Europe. — (Interim.)

TANZANIE : les adieux de M. Nyerere. — Le père de l'indépendance et fondateur du socialisme tanzanien, M. Julius Nyerere, a passé vendredi 17 août, les commandes du parti unique au pouvoir à M. Ali Hassan Mwinyi, président de la République depuis 1985. Après vingt-quatre ans passés à la tête du pays, M. Julius Nyerere abandonne ainsi son dernier poste politique important. — (AFP, Reuters.)

L'ESSENTIEL

DÉBATS

La crise du Golfe : « Un nouveau chapitre d'histoire », par Pierre Dabizis ; « Un énorme fantasme », par Daniel Sibony..... 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe..... 3 à 5
Les troubles en Afrique du Sud..... 6

SOCIÉTÉ

Environnement
Avec l'Expo 90 à Osaka, le Japon cherche à donner une image plus « verte »..... 7
Médecine
En Suisse, les malades pourront refuser l'anesthésie thérapeutique..... 7

CULTURE

Les arts contemporains au musée
Comment concevoir un musée d'arts contemporains ? Le Centre Georges-Pompidou est au cœur d'une polémique. Les syndicats parlent..... 8
Contradictions australiennes
Comment composer une anthologie des arts australiens, comment juxtaposer Aborigènes et Occidentaux ? C'est la quadrature du cercle..... 8

ÉCONOMIE

Hausse du prix du pétrole
Tandis que les cours du brut flambent, les partenaires de l'OPEP discutent de l'opportunité d'une réunion du cartel..... 11
Amélioration du déficit commercial américain
La balance commerciale des États-Unis a enregistré en juin son meilleur chiffre depuis décembre 1983..... 12

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 10
Marchés financiers..... 12-13
Météorologie..... 10
Mots croisés..... 10
Radio-Télévision..... 10
Spectacles..... 9

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 août 1990 a été tiré à 528 092 exemplaires.